ISSN 0024-7650

M 6189 - 1088 - 8,00 F
3796189008001 10880

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 088 - 8 avril 1989 - prix : 8 F

LA SEULE EUROPE UNIE SERA CELLE DES TRAVAILLEURS

La seule Europe unie sera celle des travailleurs

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les états-majors des partis politiques se préparent aux prochaines élections européennes qui doivent avoir lieu le 18 juin prochain.

Mais dans bon nombre d'entreprises, les patrons et leurs cadres ont déjà commencé, à leur façon, leur campagne de propagande depuis pas mal de temps.

A les entendre, elle devrait être terrible, cette échéance européenne de 1992. La concurrence y sera impitoyable, nous disent-ils. L'entreprise doit s'y préparer dès maintenant, ajoutent-ils ; pire que pour les Jeux olympiques ! A les en croire, pour que l'entreprise ait une chance de survivre, il faudra qu'elle ait accumulé d'ici là des bénéfices comme jamais, grâce à l'effort de productivité et l'esprit de sacrifice... des salariés, évidemment !

L'Europe unie telle que nous la présentent nos chefs d'entreprises, c'est l'union des travailleurs avec leur patron (et pas du patron avec les travailleurs) pour mener la guerre économique et financière entre patrons européens... Ils nous montrent cette Europe unie, qu'ils disent par ailleurs hypocritement appeler de leurs vœux, comme un épouvantail, pour mieux nous convaincre de serrer les rangs derrière leurs propres profits ! De serrer les rangs avant de sortir des rangs bien sûr, s'il leur prend l'envie de nous licencier.

★ ★ ★

L'Europe unie a bon dos.

Les mêmes patrons nous font de temps en temps le même chantage en invoquant la concurrence de leur branche avec des trusts japonais, ou américains, tout dépend.

Depuis dix ans, les patrons ont baissé les salaires, aggravé les conditions de travail, engrangé des profits comme jamais. Et ces profits leur ont servi à spéculer en Bourse ou à racheter des entreprises déjà existantes en en réduisant au passage les effectifs.

Résultat : il n'y a pas eu besoin d'une prétendue Europe unie pour que le chômage augmente, pour que les lois sociales soient remises en cause et que les salaires baissent.

Car les frontières, l'isolement national, les réglementations étatiques particulières n'ont jamais protégé les exploités de l'avidité des patrons, nationaux ou pas, ni du chômage, ni de la crise économique, surtout mondiale.

★ ★ ★

L'Europe actuelle, divisée en plus de vingt Etats d'un côté et de l'autre du rideau de fer, est une aberration économique et humaine en cette fin de 20e siècle. Ce vieux continent ainsi cloisonné n'est que l'héritage réactionnaire de la féodalité, de la domination de la bourgeoisie et surtout des deux dernières guerres mondiales.

Et ce n'est pas d'une éventuelle suppression des frontières, si jamais cela pouvait se faire vraiment, que les travailleurs auront à craindre quoi que ce soit. Car les travailleurs d'ici et d'ailleurs n'ont à craindre que leurs propres divisions, comme leur propre isolement artificiel les uns des autres.

Quant aux patrons, Europe de 92 ou pas, ils feront toujours le même chantage aux travailleurs. Si cela prend et que les travailleurs y cèdent et se résignent à payer la crise comme ils l'ont fait ces dernières années, alors les patrons se sentiront aussi forts contre la classe ouvrière dans une éventuelle Europe unie qu'ils se sentent forts aujourd'hui dans l'Europe désunie.

★ ★ ★

Mais si les travailleurs décident que le temps de la résignation a assez duré et refusent de se sacrifier pour les profits, alors, l'échéance européenne de 1992 ne sera pas celle de la concurrence et de la guerre économique exacerbée, mais celle du renversement du rapport de force, à l'échelle européenne, en faveur des travailleurs contre les patrons !

Et nous aurons l'Europe des travailleurs unis contre leurs exploiteurs.

Pour les grévistes corses un seul allié : LES TRAVAILLEURS DU CONTINENT

Après plus de sept semaines de grève, la combativité des grévistes corses ne semble pas émoussée. Réunis dans diverses assemblées générales, la plupart des fonctionnaires ont reconduit leur mouvement le lundi 3 avril. Le gouvernement avait jusque-là tablé sur l'essoufflement de la grève. Par la voix du Premier ministre il avait très nettement dit vouloir vaincre les grévistes «à l'usure». Mais c'est lui qui finalement a dû proposer la réouverture des négociations le jeudi 6 avril.

Les nationalistes dans la rue. (AFP)

Comme les premières propositions gouvernementales, repoussées par les grévistes, celles avancées tournent autour de l'octroi d'un billet de bateau aller-retour sur le continent voiture comprise – soit 2 400 F par an – plus quelques dizaines de francs correspondant au financement du voyage pour les enfants à charge. En tout, environ 300 F par fonctionnaire. Ce n'est certes pas de telles propositions qui satisferont les grévistes. Sur la revendication principale, la prime d'insularité de 1000 F par mois, le gouvernement entend ne rien céder. Car il estime impossible de l'accorder aux fonctionnaires corses sans risquer de devoir la donner à tous les fonctionnaires du pays, et sans risquer que les travailleurs du secteur privé la revendiquent à leur tour.

Quand la grève a débuté, les travailleurs corses avaient sans doute l'illusion qu'en présentant leur revendication de façon particulariste, c'est-à-dire en la justifiant essentiellement par la cherté de la vie dans l'île, ils pourraient obtenir satisfaction plus facilement. Or, c'est l'inverse qui s'est produit.

Les syndicats qui dirigent la grève se sont bien gardés d'avertir les travailleurs du danger d'aboutir à l'impasse si leur mouvement restait isolé. Au contraire, ils sont allés dans le sens des préjugés particularistes. C'était aussi d'ailleurs pour les appareils syndicaux une façon d'éviter que le mouvement soit de nature à s'étendre hors de leur volonté, et peut-être même de leur contrôle, aux travailleurs du continent.

Face à une grève restant circonscrite à la Corse, le gouvernement a montré qu'il pouvait laisser durer le mouvement. Plus que la durée des grèves, Rocard et derrière lui toute la bourgeoisie craignent avant tout qu'elles soient contagieuses. C'est pourquoi les barrières catégorielles et tous les particularismes se retournent en fait contre les grévistes eux-mêmes, en permettant à leurs adversaires de tabler sur l'essoufflement des mouvements.

Mais dans la situation que connaît la Corse, un autre problème se pose aux grévistes : la politique du courant nationaliste, qui semble entraîner à ses côtés des couches de la petite bourgeoisie.

Des manifestations organisées par le Syndicat des Travailleurs Corses (un syndicat nationaliste) et le Comité Corse de Lutte qui regroupent les représentants des groupes dits socio-professionnels, tels les commerçants, les artisans, les professions libérales, les travailleurs indépendants ou encore les agriculteurs, se sont déroulées à Bastia et à Ajaccio le 1er avril. Elles ont regroupé quelque 10 000 personnes.

Le courant nationaliste, qui est apparu semble-t-il en force lors de ces démonstrations, avait déjà pris ses distances au début du conflit d'avec la revendication des 1000 F de prime d'insularité, parce que selon lui c'était une revendication non spécifiquement corse. Un des anciens leaders du mouvement nationaliste, Edmond Siméoni, sous prétexte *«d'éviter le pire»* et d'empêcher que *«le gouvernement laisse l'île glisser vers l'aventure»*, propose de fait sa médiation en revendiquant une négociation sur un *«règlement global du problème corse»*.

Que pourrait amener un tel règlement ? En tout cas rien de bon pour les grévistes. Le Syndicat des Travailleurs Corses insiste par exemple sur des revendications comme le réinvestissement en Corse même des excédents dégagés par l'Office des transports, ou bien encore que les sièges des compagnies maritimes assurant la liaison entre le continent et la Corse soient transférés dans l'île. Bref, des revendications qui sont bien loin de celles posées par les fonctionnaires en grève.

Si les négociations en cours n'aboutissent pas, le gouvernement pourrait très bien, pour tenter d'arrêter les grèves, amorcer des discussions avec les représentants des catégories socio-professionnelles et les nationalistes ; et, pourquoi pas, lâcher sur quelques revendications propres à ces milieux sociaux afin d'encourager cette fraction de la population corse à faire pression sur les grévistes pour les faire cesser leur grève.

En fait, les grévistes de Corse n'ont qu'un véritable allié : les travailleurs du continent qui en fait subissent tout comme eux les bas salaires. Et ce sont les barrières catégorielles et tous les particularismes qui se dressent encore entre eux qu'il faut abattre. Ce sont eux qui empêchent que les travailleurs, tous les travailleurs, prennent conscience qu'ils ont les mêmes intérêts et les mêmes revendications et que seule leur unité peut leur donner la force qui leur manque encore.

Georges LATTIER

La loi sur l'immigration sera revue... et maintenue

DE LA LOI PASQUA... A LA LOI JOXE ?

L'abrogation de la loi Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, datant du 9 septembre 1986, serait dans l'air. Du moins, elle a été évoquée lors du conseil des ministres du 29 mars dernier, en même temps qu'était annoncée l'ouverture d'un grand débat avec les associations d'émigrés en vue d'élaborer un nouveau projet de loi...

Alors que Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, n'envisageait que de réaménager la loi de son prédécesseur (*«il faut abroger ce qu'il y a de Pasqua dans cette loi»* avait-il déclaré en février dernier), ce serait Mitterrand lui-même qui aurait insisté pour parler d'abrogation. Les élections européennes approchant, il faut bien que Mitterrand ait l'air de donner suite à ses promesses. Il aura ainsi au moins permis à Harlem Désir, qui avait évoqué la possibilité de présenter une liste aux élections européennes, de saisir au vol la déclaration de Mitterrand pour annoncer, le soir même, que dans ces conditions, il renonçait à une liste SOS-Racisme... mais que l'idée d'un dirigeant de leur mouvement sur la liste du Parti Socialiste était, elle, tout à fait envisageable.

Mais les émigrés, eux, peuvent surtout être méfiants quant au contenu de la prochaine loi. Car s'il restait vague en ce qui concerne les mesures nouvelles, le communiqué du conseil des ministres du 29 mars annonçait en revanche ce qui ne changerait pas ! Il précisait en particulier qu'en ce qui concerne l'entrée en France, *«les dispositions actuelles* (introduites par Pasqua, justement) *sont maintenues pour combattre et décourager l'immigration clandestine»*. De même, Charles Pasqua avait instauré la reconduction à la frontière sur seule décision des préfets de police. Sur ce sujet, le communiqué parle de «garanties» mais pas de suppression de cette procédure expéditive et scandaleuse.

Le gouvernement socialiste est passé maître dans l'art de se faire mousser en racontant qu'il va faire du neuf tout en conservant soigneusement le vieux. On a eu droit à *«l'abrogation de la loi Méhaignerie»*, pour l'instant toujours jalousement chouchoutée par Besson, le nouveau ministre. On a eu droit à la dénonciation de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement par Chirac, mais Jean-Pierre Soisson bavarde sur la *«protection des emplois»*. Aujourd'hui, on a droit à *«l'abrogation de la loi Pasqua»*, ce qui est signe qu'elle a peut-être encore de très longs jours devant elle... sous le nom de loi Joxe.

L. P.

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur

L'EUROPE

Vendredi 28 avril 1989 à 20 h 30
Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
(Métro : Maubert-Mutualité)

Fête de Lutte Ouvrière

au Havre

Dimanche 16 avril
de 12 h à 20 h

SALLE DES FÊTES DE BLÉVILLE

La «déclaration des 24»

POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION, DE L'APPEL À LA PELLE

Divers journaux ont publié lundi 3 avril la triple page de publicité que s'est offerte Mitterrand, avec 23 autres chefs d'Etat, pour faire connaître la «déclaration de La Haye». La dite déclaration, adoptée en conclusion de la conférence sur la pollution de l'atmosphère tenue à La Haye, le 11 mars dernier, était censée alerter tous les pays, et particulièrement les pays industrialisés pollueurs, sur les dangers présentés par la détérioration de la couche d'ozone de l'atmosphère.

Cette conférence, dont Mitterrand qui l'avait convoquée se faisait une gloriole, était passée à peu près complètement inaperçue ! Voilà qui est en partie rectifié... et à défaut d'avoir une quelconque efficacité dans la lutte contre les dangers évoqués, cette fameuse déclaration pourra peut-être servir de faire-valoir à Mitterrand auprès de certains «verts»... Les prochaines élections ne sont pas si loin !

Ainsi, la déclaration, sous le titre *«notre pays, c'est la planète»,* rebaptisée *«appel des 24»* pour la circonstance, a été publiée simultanément dans les 24 pays officiellement représentés à La Haye. Aux côtés de Mitterrand, on trouve ainsi des gens envoyés par des gouvernements bien connus pour leurs sentiments humanitaires et leurs préoccupations écologiques et sociales... comme Mubarak, le chef du gouvernement égyptien, Hussein de Jordanie, Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire ou encore Helmut Kohl (RFA), Felipe Gonzalez (Espagne), des dirigeants du Japon, du Brésil, du Vénézuela, de Tunisie, de Nouvelle-Zélande, etc, etc. En somme, une consistante brochette de politiciens qui se moquent comme de leur première chemise de la planète et du bien-être des populations qui y vivent.

Les 24 *«invitent», «exhortent», «appellent»,* tous les Etats à *«signer», «ratifier», «mettre en œuvre»* des *«principes»,* des *«conventions»,* des *«instruments juridiques»* pour la protection de la nature et de l'environnement, le tout sous la haute autorité de l'ONU qui devrait créer *«une nouvelle autorité institutionnelle»* à laquelle les 24 se déclarent prêts à... *«déléguer une parcelle de leur souveraineté nationale» !*

Une parcelle ! En clair, rien du tout. Parce qu'une fois terminés les discours, aucun des Etats signataires, aucun des dirigeants d'aucun pays du monde n'est prêt à sacrifier ne serait-ce qu'une petite partie de ses intérêts, ni surtout de ceux des trusts pollueurs, au nom des intérêts supérieurs de l'humanité.

Leur pays n'est ni la planète, ni même la parcelle de planète que dessinent leurs frontières avec sa population. Leurs intérêts, ce sont ceux des puissants, au service qu'ils sont d'un capitalisme pollueur et destructeur qui veut garder le droit de faire ce qu'il veut, comme il veut, et tant pis pour les voisins !

C'est pourquoi une prétendue *«autorité mondiale»* une de plus, sous l'égide de l'ONU, serait tout au plus une nouvelle institution impotente soumise au bon vouloir des dirigeants des pays les plus riches, les plus industrialisés... et les plus pollueurs.

Et aucun coup de pub, de trois pages ou trois volumes, ne pourra faire croire le contraire.

L.P.

(AFP)

ALASKA : MARÉE NOIRE POUR LES UNS, OR NOIR POUR LES AUTRES

Quelque 42 000 tonnes de pétrole brut déversées dans la mer au sud de l'Alaska ; aux dernières nouvelles, une surface de quelque 3 000 kilomètres carrés polluée...

Et comme de toute évidence on ne peut quand même pas tout mettre sur le dos du commandant du pétrolier, le président de la compagnie Exxon s'est fendu en personne lundi 3 avril d'un message d'excuses en pleine page de plusieurs quotidiens américains. Et la compagnie se déclare prête à payer nettoyage et indemnités.

Les menaces de boycottage contre ses produits et ceux de sa filiale ESSO ne sont sûrement pas étrangères à ce subit «mea culpa» !

Indemniser les habitants et nettoyer le plus gros, c'est bien le minimum qu'Exxon puisse faire face à la catastrophe ! Mais cela n'effacera pas les ravages à plus ou moins long terme causés à la faune marine et aux côtes. Et cela ne fera sans doute pas oublier la lenteur des interventions et l'insuffisance des moyens de secours mis en œuvre une fois le pétrolier échoué sur son récif. Pourtant, Exxon avait auparavant assuré avoir tout prévu en cas de pollution accidentelle... ce qui ne rend guère crédibles ses promesses actuelles de prendre désormais des «dispositions».

Mais, pour elle, il suffit sans doute de minimiser le scandale dans l'immédiat, à coup de dollars. De toute façon, l'ensemble des compagnies pétrolières américaines ont établi un fonds commun pour les cas de ce genre. Elles ont pris soin de programmer financièrement les catastrophes écologiques dont elles se rendent responsables. A défaut de prévoir les risques pour les prévenir dans toute la mesure du possible, les capitalistes savent au moins prévoir leurs budgets et leurs perspectives de profits...

Mais que l'Alaska ne se désole plus ! Brice Lalonde lui-même n'en a-t-il pas profité pour s'y rendre, avec ses petits bidons d'un *«tout nouveau produit», «offerts par la France» ?* Toute occasion lui est sans doute bonne pour montrer qu'il existe...

C. LG

Le Lindane introuvable : LA POLLUTION C'EST PAS DU BIDON

Depuis début avril, les recherches effectuées dans la Manche pour repêcher le conteneur de 5 tonnes de lindane ont été abandonnées. A cause d'une mer trop agitée et *«pour une durée de 10 jours»* a déclaré la Marine nationale chargée des recherches. En fait, probablement pour une durée indéterminée puisque les autorités maritimes envisagent que *«le conteneur qui a coulé mais a bougé au fond, se soit brisé»*...

Cinq tonnes d'un insecticide très toxique pour l'homme mais aussi pour la faune et la flore marines sont donc probablement en train de s'écouler lentement mais sûrement quelque part sous la Manche, sans que rien ni personne n'y intervienne plus ! Cela parce que son conteneur était transporté, avec d'autres heureusement repêchés, dans des conditions évidentes d'insécurité, sur un vieux cargo battant pavillon panaméen et sillonnant librement les mers avant de faire naufrage... Et parce que maintenant les autorités françaises semblent estimer qu'il coûterait trop cher de continuer les recherches.

Elles peuvent toujours aller donner des leçons aux Américains en Alaska !

LE CAPITAINE VA PLONGER

Un animal d'un nouveau genre vient d'être victime de la marée noire en Alaska, c'est le bouc émissaire. Il s'agit du capitaine du navire qui, après avoir été licencié, vient d'être frappé d'un mandat d'arrêt.

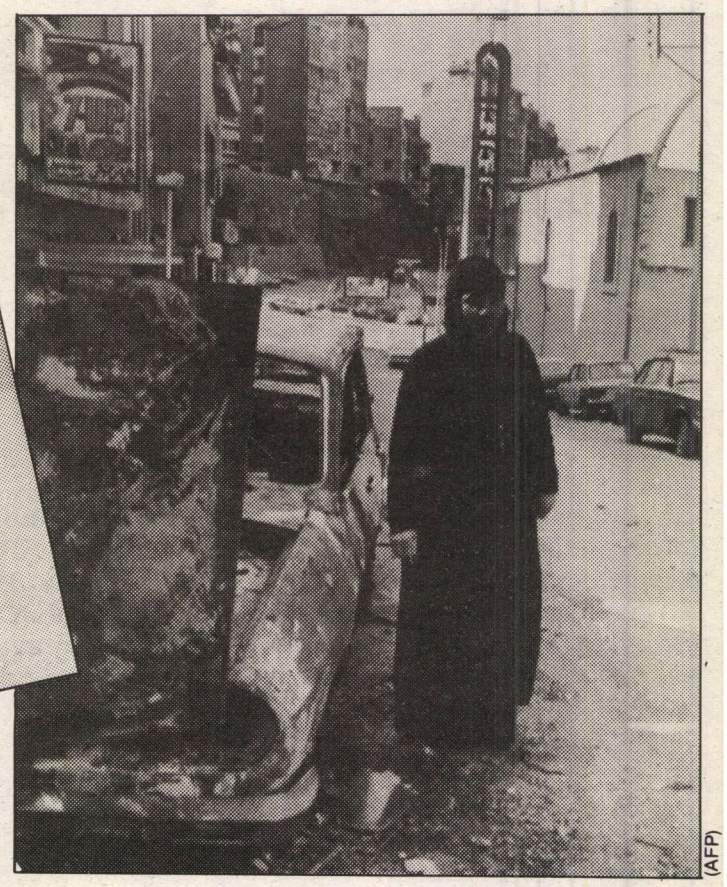
D'accord, il avait bu au point de cuver dans sa cabine au moment de l'accident. Et entre boire et piloter un navire, il faut choisir. Mais les responsables des trusts pétroliers, qui ont donné des ordres pour que le trafic des tankers se fasse dans une zone très dangereuse n'étaient pas ivres quand ils ont pris cette décision.

Alors, pourquoi, eux, ne les arrête-t-on pas ?

LIBAN

QUAND UN PETIT GÉNÉRAL CHERCHE LE SOUTIEN OCCIDENTAL

(AFP)



(AFP)

Après trois semaines de bombardements, Beyrouth a connu un calme précaire à la suite de l'appel au cessez-le-feu lancé le 5 avril par la Ligue Arabe. Le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien qui a annoncé, au début des affrontements, qu'il s'agissait «*du début de la guerre de libération contre la Syrie*» n'aura pas obtenu pour l'instant d'autre résultat. Il est vrai que ses objectifs réels sont probablement bien plus limités, et qu'il n'avait sans doute guère d'illusions sur la capacité de l'armée libanaise, ou plutôt de sa fraction chrétienne qu'il dirige, d'obtenir le retrait de l'armée syrienne.

Le général Aoun cherche, avant tout, à forcer la main des puissances occidentales pour qu'elles proclament leur soutien au Liban, ou plutôt au Liban chrétien et même plus précisément à celui qui s'en est proclamé le libérateur, à savoir... le général Aoun. C'est pourquoi il a recherché l'affrontement avec la Syrie, tout en sachant que celle-ci, comme à son habitude, allait réagir par des bombardements meurtriers du secteur chrétien, le seul secteur dans lequel elle n'est pas directement présente.

Le résultat est plutôt limité pour le général Aoun, si l'on en juge par ce qui se passe en France. Après trois semaines d'affrontements, les politiciens français ont bien fini par se sentir obligés de se livrer au chœur de vertueuse et hypocrite indignation qui est de mise pour eux quand il s'agit du Liban. Mitterrand, en voyage en Allemagne, a lancé un appel «à la conscience universelle». Personne n'a voulu être en reste et, de Léotard à Chirac, chacun y a été de sa déclaration. Une cinquantaine de personnalités, de l'abbé Pierre à Françoise Giroud, sont allées demander «symboliquement» la nationalité libanaise auprès de l'ambassade du Liban à Paris. Mais pour finir, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a promis en tout et pour tout l'envoi... de deux bateaux d'assistance alimentaire et médicale. Et surtout, personne n'a jugé bon de nommer explicitement le général Aoun, et de donner à son entreprise politique le soutien qu'il recherche.

Depuis le mois de septembre 1988, le Liban n'a plus en effet ce gouvernement dit légal qui avait réussi à se maintenir pendant treize ans de guerre civile. Amine Gemayel, le président de la République élu en 1982 à la suite de l'intervention israélienne, est arrivé au terme légal de son mandat et il n'a pas été possible de lui élire un remplaçant. Or, même si depuis longtemps ce gouvernement n'avait plus de pouvoir réel dans un pays que la guerre civile a divisé entre une zone chrétienne et différentes zones tenues par les milices musulmanes de diverses obédiences, cette fiction gouvernementale était pourtant très utile sur le plan politique. C'était en effet au nom du soutien à ce «gouvernement légal» du Liban que toutes les interventions occidentales pouvaient se dérouler.

Il faut rappeler en effet que le Liban est une ex-colonie française que le colonisateur a détaché de la Syrie voisine en la dotant d'une constitution qui place à sa tête les représentants politiques de la bourgeoisie chrétienne, minoritaire dans le pays, mais très liée financièrement aux pays occidentaux et assurée de leur soutien. C'est en grande partie cela qui a conduit à la guerre civile et à l'éclatement du pays, les diverses factions, musulmanes chiites, sunnites ou druzes acceptant de moins en moins cette tutelle politique et préférant, à tout prendre, celle de la Syrie. Malgré cela, la fiction de ce gouvernement légal, à dominante chrétienne, bénéficiant du soutien occidental, a été maintenue envers et contre tout. Du moins jusqu'au mois de septembre dernier !

Depuis cette date, il n'y a plus une fiction politique, il y en a deux : le gouvernement du général Aoun n'est reconnu en fait qu'en secteur chrétien, et encore à condition qu'il n'empiète pas trop sur les milices phalangistes, les «Forces libanaises». Côté musulman, il y a un autre gouvernement, celui de Selim Hoss, qui a évidemment, lui aussi, à compter avec les milices druzes, sunnites, chiites, et... avec l'armée syrienne, mais qui compose avec celle-ci.

Alors, le premier problème du général Aoun serait de se faire reconnaître par les puissances occidentales comme le gouvernement légal du Liban, ne serait-ce d'ailleurs que pour qu'elles l'aident à s'imposer comme interlocuteur face à la Syrie. Mais le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas pressées de le faire. Les Etats-Unis, la France, Israël ont été échaudées par leurs précédentes tentatives d'intervention et estiment en fait que la présence de l'armée syrienne est pour eux la moins mauvaise des solutions.

C'est bien pourquoi le général Aoun, pour affirmer son autorité, a choisi de déclencher l'épreuve de force actuelle, quoi qu'il en coûte à la population du secteur chrétien - mais aussi des autres secteurs - qui ont dû subir les bombardements.

Le général Aoun a déclaré que la population de Beyrouth - à qui il n'a pas demandé son avis - «*doit se préparer à tenir longtemps*». Cela signifie peut-être que, puisque trois semaines d'affrontements avec la Syrie n'ont pas suffi à inciter les gouvernements occidentaux à l'aider, il est décidé à continuer de rechercher l'affrontement. Jusqu'à ce qu'on voie les gouvernements occidentaux, à commencer par le gouvernement français, se décider à proclamer une fois de plus qu'il faut aller «aider le Liban». On oublie seulement de nous préciser, dans ces cas-là, qu'on ne va aider qu'un petit chef de bande qui a le bon goût d'être pro-occidental, quitte à continuer d'enfoncer le pays dans le plus effroyable des chaos.

André FRYS

ISRAËL

On nous communique

POUR LA LIBÉRATION D'UN MILITANT

La «campagne pour la libération de Mahmoud Masawra» (BP 705 - 75531 PARIS CEDEX 11) nous adresse un communiqué dont nous extrayons les passages suivants.

Le 18 juillet dernier à 2 heures du matin, Mahmoud Masawra est sorti de son lit par la police israélienne et des agents du Shin Beth (les services secrets) (...)

Les instances judiciaires ont interdit toute diffusion d'informations concernant son arrestation et décrété que son procès aurait lieu à huis clos (...)

Une délégation de députés travaillistes de Grande-Bretagne, Messieurs Dave Nellist et Terry Fields, s'est rendue en Israël accompagnée de Karsten Andressen, le dirigeant du syndicat des dockers danois.

Cette délégation a obtenu la reconnaissance de la situation de Mahmoud, et le tribunal du 18 octobre dernier a partiellement levé la censure à propos de son cas.

Depuis, l'ambassade israélienne de Grande-Bretagne l'a accusé d'espionnage. Cette accusation nouvelle n'a-t-elle pas pour seul but d'empêcher la mise en liberté de Mahmoud ?

Nous croyons que ces accusations ne sont qu'un prétexte inventé par les services secrets dans le but de se débarrasser d'un opposant politique qui avait dénoncé leurs pratiques antidémocratiques.

Mahmoud Masawra est un socialiste palestinien. Il est citoyen israélien. Il réside dans le village de Baqa al Gharbiya, près de Hadera, Israël.

Militant syndical de longue date, Mahmoud lutte pour les droits des travailleurs juifs et arabes. Il est membre de la confédération syndicale Histadruth. En tant que socialiste il rejette totalement l'idéologie et les méthodes du terrorisme individuel (...)

En juin 1988, il a participé à la rédaction d'un tract qui a été diffusé lors d'une manifestation à Tel Aviv : «*Les représentants du capitalisme et de l'impérialisme ne font que répandre la guerre. Les droits du peuple palestinien ne seront jamais obtenus par le recours aux méthodes du terrorisme individuel ou par des initiatives diplomatiques des Etats arabes. Une véritable paix ne peut être gagnée que par la lutte de la classe ouvrière en Palestine comme en Israël, mobilisant Juifs et Arabes pour la transformation socialiste de la société*» (...)

Plus de 300 Palestiniens ont été massacrés depuis le début de «l'Intifada». Plus de 10 000 autres sont actuellement dans les prisons israéliennes. Le mouvement ouvrier international se doit de protester contre cette répression.

La libération de Mahmoud serait une victoire pour toutes les victimes des services secrets israéliens.

Envoyez des lettres de protestation à l'ambassade israélienne et des messages de solidarité à : Mahmoud Masawra, n° 0018243, 3, Maasar Nitzan Prison, Ramle Israël.

AUSTÉRITÉ GOUVERNEMENTALE RÉACTIONS OUVRIÈRES ... ET ATERMOIEMENTS SYNDICAUX

Augmentation générale du «ticket» modérateur sur les dépenses médicales, instauration d'un forfait hospitalier de 10 000 lires par jour, frais supplémentaires pour les ordonnances médicales, les radios, les analyses et les dépenses de santé en général, augmentation de 20% des transports ferroviaires, le tout accompagné de mesures aggravant la pression fiscale, tel est le contenu principal des mesures prises à la fin du mois de mars par le gouvernement italien, et qui ont entraîné une série de réactions dans la classe ouvrière.

La manifestation des travailleurs de la Breda du 24 mars.

Ces mesures d'austérité sont censées réduire le déficit budgétaire, qui a dépassé en 1988 les 100 000 milliards de lires, soit plus de 500 milliards de francs, la moitié du déficit annuel des Etats-Unis pour un pays près de cinq fois moins peuplé. Un déficit qui s'explique, en Italie comme ailleurs, par les multiples aides et subventions à destination du grand capital, dont l'Etat est si prodigue, et qui explique en grande partie pourquoi les milieux financiers se frottent les mains en parlant de la «prospérité» de l'économie. Le fait que cet argent ne suit pas toujours les canaux légaux pour aller des caisses publiques aux poches privées, comme divers scandales le montrent régulièrement, ne change rien à l'affaire. Quant à l'état d'abandon croissant dans lequel se trouvent les hôpitaux, les chemins de fer, les Postes et les services publics italiens en général, il souligne combien les énormes dépenses de l'Etat sont loin de servir les intérêts de la population... et ajoute au scandale qu'il y a à prétendre les faire payer à celle-ci !

En tout cas, dès le lendemain du décret, des grèves et des manifestations ont éclaté, notamment en Lombardie, la principale concentration ouvrière du pays. Dans la banlieue de Milan, à Sesto San Giovanni, les 3 500 ouvriers des usines Ansaldo et Breda ont débrayé quasi unanimement dans la matinée du vendredi 24 mars à la veille du week-end de Pâques, et un cortège de 1 500 d'entre eux a défilé dans les rues. Enfin, ils sont entrés à 300 au siège régional des trois confédérations syndicales CGIL-CISL-UIL, et ont défilé dans les couloirs aux cris de *«grève générale»*.

Ils ont ainsi donné le coup d'envoi ; au lendemain de Pâques, débrayages et manifestations ont continué et se sont même élargis, réclamant le retrait du décret et l'organisation, par les syndicats, d'une riposte d'ensemble aux mesures gouvernementales.

Dans sa presse, le Parti Communiste Italien a pris la défense des grèves de protestation, et ses militants les organisent en grande partie. Il a pris la mesure du mécontentement qui, de toute évidence, est bien réel, d'autant plus que le gouvernement a rendu ses mesures immédiatement applicables, entraînant une pagaille complète dans les services hospitaliers pas préparés à cela, et ajoutant ainsi au scandale. En outre, les dirigeants du PC ne sont pas fâchés de régler ainsi quelques comptes avec le gouvernement, et en passant avec le Parti Socialiste de Craxi, qui en fait partie.

De la même façon, au niveau local et même régional ou catégoriel, les appareils syndicaux ont rapidement fait le choix de prendre l'initiative de grèves et de journées de protestation, ce qui a évidemment contribué à leur multiplication... en ordre dispersé. Le 5 avril, l'ensemble des fonctionnaires ont fait grève et manifesté, à la fois contre les mesures gouvernementales et pour appuyer le renouvellement de leurs conventions collectives. En même temps, des «grèves générales» ont été proclamées... par région et jamais le même jour ; ce sera pour le 12 avril à Milan, pour le 10 de Sienne à Bologne, pour le 18 à Florence !

Au niveau des confédérations syndicales, il est clair qu'il n'est pas question d'engager une épreuve de force avec le gouvernement. C'est Bruno Trentin, ce syndicaliste «moderne» qui préside depuis l'automne dernier aux destinées de la principale centrale syndicale, la CGIL – qui tient à peu près la place de la CGT en France – qui s'est chargé de la mise au point, indiquant d'abord le 29 mars que, selon lui, *«le temps des grèves de protestation est dépassé»*, et ajoutant *«nous ne devons pas seulement exprimer le mécontentement, mais aussi offrir une alternative praticable»*. Et le 2 avril, il récidivait dans une interview, déclarant que *«les grèves de protestation appartiennent à la préhistoire»* et qu'*«on propose la grève générale pour n'importe quelle négociation»* (...) *«tout comme les médecins du Moyen Age faisaient un lavement quelle que soit la maladie»* !

On le voit, s'il ne tient qu'aux dirigeants syndicaux, le décret du gouvernement De Mita a de beaux jours devant lui. Si Trentin lui reproche quelque chose, c'est seulement d'avoir pris ces mesures sans concertation avec lui. Mais il est tout prêt à y remédier... en négociant la signature syndicale au bas de ces mesures, éventuellement un peu transformées. En attendant, les appareils syndicaux se chargent de lâcher la soupape du mécontentement, tandis que les députés du Parti Communiste, mais aussi d'autres partis, se tiennent prêts à le détourner vers les méandres de la discussion parlementaire au moment de la ratification du décret et à présenter comme des victoires les aménagements qu'ils obtiendront...

Reste à savoir si les travailleurs italiens laisseront étouffer ainsi leurs protestations. Tandis que le gouvernement, lui, n'a pas attendu pour appliquer ses mesures, et n'a pas considéré que c'était «du Moyen Age» de rançonner toute la population d'un pays pour lui faire payer au prix fort des services publics à la dérive.

Françoise FOURNIER

Bientôt la Fête de Lutte Ouvrière

13, 14, 15 mai

La fête de Lutte Ouvrière aura lieu, comme d'habitude, durant les trois jours du week-end de Pentecôte, les 13, 14 et 15 mai. C'est-à-dire très bientôt !

La fête se tiendra comme les années précédentes dans le beau parc boisé du château de Presles, dans le Val d'Oise, à une trentaine de kilomètres de Paris.

Des débats politiques aux expositions, des stands de jeux à ceux de restauration, des tours de chant au théâtre, et de la guinguette au simple repos à l'ombre, nous serons encore, à n'en pas douter, des dizaines de milliers à nous retrouver cette année pour faire de cette fête un grand rassemblement qui montre que l'extrême-gauche révolutionnaire est bien vivante.

Alors soyez des nôtres pendant ces trois jours et parlez-en à tous vos amis et connaissances !

(LO)

POUR VENIR A LA FETE

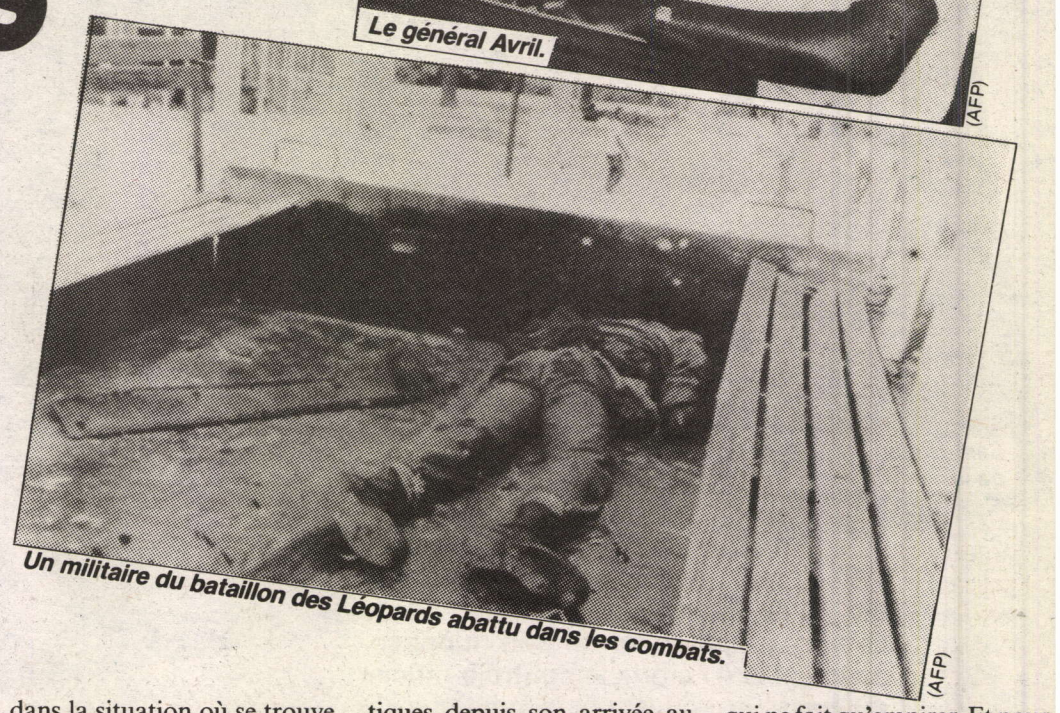
Outre la navette de cars gratuits qui partiront de la Porte de la Chapelle, à Paris, pour conduire directement à la fête, de nombreux départs, en car ou en train, seront organisés à partir des différentes villes de province.

Nous donnerons ici-même, et le plus tôt possible, la liste de ces départs de cars, à mesure qu'ils nous seront communiqués.

HAÏTI

EN PROIE À LA MISÈRE ET AUX MILITAIRES

Le général Avril. (AFP)


Un militaire du bataillon des Léopards abattu dans les combats. (AFP)

La tentative de coup d'Etat contre le général Prosper Avril dans la nuit du 1er au 2 avril en Haïti semble bien avoir avorté rapidement. Les colonels, notamment Himmler Rebu du corps des Léopards, qui en étaient les instigateurs, auraient été finalement lâchés par le commandant en chef de l'armée, le général Hévrard Abraham, qu'ils destinaient au rôle de remplaçant de Prosper Avril.

Malgré quelques ultimes tentatives lundi 3 de la part de soldats fidèles aux putschistes, les colonels ont finalement pris le chemin des Etats-Unis, et Prosper Avril a appelé le peuple, l'armée et la «communauté internationale» à le soutenir dans ses efforts pour instaurer ce qu'il appelle un «véritable Etat de droit» en Haïti.

La cause de cette tentative contre le général en place ? Autant qu'on le sache, elle résiderait dans la série de destitutions que celui-ci venait d'ordonner au sein de la hiérarchie militaire le jeudi 30 mars. Le colonel Rebu figurait paraît-il personnellement sur une liste d'officiers en passe d'être limogés.

Si jusque-là les chefs du corps des Léopards n'avaient guère fait parler d'eux, la lutte entre les diverses factions de l'armée occupe le devant de la scène en Haïti depuis des mois. Avril lui-même, ex-homme de confiance des Duvalier, s'est hissé au pouvoir, rappelons-le, au moyen d'un putsch, le 18 septembre 1988, contre son prédécesseur le général Namphy. Il s'est aussi chargé d'évincer le puissant chef des casernes Dessalines, le colonel Paul, qui était notoirement impliqué dans le trafic de la drogue et qui n'était pas en odeur de sainteté auprès des Etats-Unis (le colonel Paul a d'ailleurs peu après fini empoisonné...).

Le général Avril semble donc sortir renforcé de cette dernière affaire – jusqu'à nouvel ordre en tout cas. Et cela satisfait peut-être l'administration américaine, dont un secrétaire d'Etat venait justement, au terme d'une visite à Port-au-Prince, de déclarer : *«Nous croyons que le moment est propice pour les Etats-Unis de fournir de l'aide au gouvernement haïtien en soutien au processus de démocratisation».*

Quel processus de «démocratisation» ? Il faut tout de même faire fort pour employer une pareille expression dans la situation où se trouve Haïti !

Il est vrai que le général Avril a reçu le soutien, ou à tout le moins bénéficié de la passivité des formations politiques depuis son arrivée au pouvoir en septembre dernier, y compris en présence de la contestation parmi les simples soldats à l'époque ; il est vrai qu'il a déclaré son intention de remettre partiellement en vigueur la Constitution de 1987, et qu'il mène officiellement, à la demande des Etats-Unis, la lutte contre les officiers trafiquants de drogue. Et cela suffit au journaliste du *Monde* en particulier pour assurer qu'il était *«en mesure de réussir son pari de transition démocratique».* Mais cela n'a évidemment aucune signification pour la population.

(AFP)

Déjà, bien des Haïtiens, parmi ceux qui le peuvent, n'envisagent plus que la fuite pour échapper à une situation qui ne fait qu'empirer. Et pour la masse des pauvres, la terrible misère qui est leur lot est encore aggravée par l'état d'abandon dans lequel le pays est retombé, par l'exploitation anarchique, débridée, à laquelle se livrent ceux qui ont des moyens, qui disposent par exemple d'une quelconque position d'autorité, et qui n'ont pour préoccupation que celle de s'enrichir en toute hâte pendant qu'il y a encore de l'argent à voler sur le dos du peuple.

Si parler de *«transition démocratique»* dans de pareilles conditions n'est qu'un poisson d'Avril, il est d'un goût particulièrement exécrable.

Christiane LE GUERN

ANTILLES

LA GRÈVE DES MÉTALLOS MARTINIQUAIS

L'article suivant est extrait de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* :

«Les ouvriers de la Métallurgie sont mobilisés depuis le jeudi 23 mars pour arracher à leurs patrons respectifs une augmentation des salaires.

Depuis l'échec de la grève de 1983, les patrons des entreprises métallurgiques ont profité d'un rapport de forces favorable pour accroître l'exploitation, licencier et bloquer les salaires.

Mais depuis l'an dernier, il y a déjà eu des mobilisations pour l'augmentation des salaires : ceux-ci ont pris un retard énorme par rapport au Bâtiment par exemple, alors que les métallos en 1983 étaient mieux payés.

Aussi, lors des négociations salariales, la délégation syndicale CGTM-Métallurgie réclamait une augmentation de salaire de 1000 francs se décomposant en 600 francs de rattrapage, plus 400 francs pour les classifications. Les patrons ont refusé.

Alors la délégation a avancé une autre revendication : 3 francs d'augmentation horaire de salaire uniforme, soit 507 francs d'augmentation. Nouveau refus des patrons, d'où un débrayage massif le jeudi 23 mars.

Les négociations ont repris le mardi 28 et finalement, les patrons se sont crus malins en présentant un véritable tour de passe-passe : ils ont concédé 24 centimes d'augmentation horaire, plus 1 % au 1er janvier 1989 et une seconde «augmentation» de 2% au 1er mars. Le tout ne fait pas 1 franc de plus sur le salaire du manœuvre, soit environ 160 francs. Mais le plus beau, est que ces «augmentations» s'appliquent non pas sur le salaire réel dans chaque entreprise, mais sur le salaire de base de la convention collective. Donc pratiquement personne ne touchera cette augmentation dans son intégralité.

Mais il n'est pas sûr que cette manière de faire va décourager les métallos, qui se mobilisent chacun dans leur entreprise pour exiger l'augmentation de leurs salaires.

Il est évident que les patrons veulent engager l'épreuve de force, en refusant des négociations globales. Mais il peut leur arriver la même chose que les patrons des banques dernièrement. Ceux-ci avaient pensé s'en tirer en refusant de négocier avec le syndicat des employés en croyant faire une meilleure affaire. Le résultat est que la grève a duré 30 jours à la SGBA, 20 jours à la BDAF, une semaine à la BNP, avec deux jours de grève dans toutes les banques, et finalement un recul des différentes directions patronales.

Donc l'heure est à la mobilisation à Delattre-Levivier, la SIGBR, la Camic et chez Gestalter, tandis que ceux de IDECA réclament leur treizième mois, et ceux de TREFIMA-SERMETA exigent le respect du droit syndical. (...)

AFRIQUE AUSTRALE

L'indépendance
UNE CARTE DANS LE JEU

Sam Nujoma, président de la SWAPO.

(AFP)

Le 1er avril datait l'entrée de la Namibie, l'ex-Sud-Ouest Africain, dans l'étape préparatoire à son indépendance : l'ONU a pris le contrôle officiel du pays, la souveraineté politique de l'Afrique du Sud est finie. Pourtant ce jour-là ont eu lieu les plus violents et meurtriers combats depuis longtemps entre les troupes de la SWAPO, l'organisation nationaliste namibienne, et les troupes sud-africaines. La marche vers l'indépendance de la «dernière colonie d'Afrique» s'annonce heurtée.

UN BANC D'ESSAI POUR L'AFRIQUE DU SUD ?

Le sort de la Namibie a été réglé, l'an dernier, par les accords entre Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud. Ceux-ci ont mis fin à l'intervention militaire sud-africaine en Angola en même temps qu'ils décidaient du retrait à terme des troupes cubaines.

Mais, conclus sous l'égide des Etats-Unis et de l'URSS, ces accords au-delà du rétablissement de la paix en Angola, veulent être un premier pas vers un but bien plus ambitieux : la stabilisation de toute la région de l'Afrique australe. Or celle-ci ne peut être atteinte que si non seulement il est mis fin aux guerres qui ravagent l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe et la Namibie mais si aussi est trouvée une solution politique en Afrique du Sud même. Et par solution politique il faut entendre sans doute le maintien de la domination économique et sociale de la bourgeoisie sud-africaine blanche mais aussi la fin de l'Apartheid et donc au moins le partage du pouvoir des Blancs avec des organisations noires, dont la plus influente d'entre elles, l'ANC.

Personne n'a idée de la voie qui pourrait être suivie pour en arriver là : ni la fraction du gouvernement de Pretoria qui sait, et dit parfois, que l'Apartheid ne peut durer, ni les organisations noires qui sont ouvertement favorables à un «règlement négocié» avec le régime actuel, ni les Etats-Unis, ni l'URSS qui ne cache plus son accord avec ceux-ci. Mais tous sont à la recherche du miracle : le moyen de passer dans la paix et dans l'ordre, sans bouleversement, du régime raciste de la domination blanche au régime multiracial... de la domination bourgeoise.

L'indépendance de la Namibie peut être un pas dans cette direction. En particulier si elle se fait avec le maintien de la bourgeoisie blanche locale dans ses propriétés et son rôle et le maintien des positions des grandes compagnies minières sud-africaines. Que la SWAPO prenne tous les pouvoirs politiques ou qu'elle doive les partager avec d'autres ne serait plus alors qu'une question secondaire. La Namibie, après le Zimbabwe, aurait démontré qu'il est possible que la minorité blanche abandonne le monopole institutionnalisé du pouvoir politique, sans que la bourgeoisie ni même la petite bourgeoisie blanche y perdent beaucoup. Le principal obstacle à une évolution semblable de l'Afrique du Sud étant la conviction inverse de ses cinq millions de Blancs, une partie peut-être pourrait être ébranlée et poussée plus facilement à accepter un changement.

L'INDÉPENDANCE SOUS SURVEILLANCE

C'est cependant avec une extrême prudence que le gouvernement sud-africain a accepté l'idée d'abandonner la Namibie. Et il s'est gardé le

Un accord entre démocrates et républicains sur l'aide à la Contra

ETATS-UNIS

QUAND DES MERCENAIRES DEVIENNENT ENCOMBRANTS

George Bush, le successeur de Reagan, républicain comme lui, vient de conclure un accord avec le Congrès américain, à majorité démocrate, sur le problème de l'aide aux Contras nicaraguayens. L'accord confirme que l'aide militaire aux Contras reste suspendue mais qu'une aide *«humanitaire»* de 4,5 millions de dollars leur sera versée chaque mois afin de favoriser leur future réinsertion au Nicaragua où le gouvernement sandiniste a promis d'organiser en février 1990 des élections libres.

Cet accord entre l'exécutif et le législatif nord-américains est présenté comme *«historique»* car, pendant des années, les crédits consacrés à cette armée destinée à destabiliser le régime sandiniste ont donné lieu aux Etats-Unis à de multiples conflits entre républicains et démocrates. Une partie des politiciens américains craignait visiblement de voir la Maison Blanche s'enliser dans une guerre, larvée de longue durée au Nicaragua.

Les armées contras mises sur pied et entretenues par les dirigeants américains au lendemain de la victoire des sandinistes il y a dix ans ont été pendant un temps un moyen de pression décisif sur le régime nicaraguayen, en le contraignant à mener une guerre civile ruineuse pour ce petit pays isolé et désorganisé. Mais force est de constater que si l'isolement économique, les pressions nord-américaines et la guerre contre les Contras ont réussi à affaiblir le régime sandiniste et l'ont contraint à un certain nombre de concessions politiques, celui-ci s'est néanmoins maintenu. Et au fil des années, on a vu les dirigeants américains s'orienter vers la recherche d'un règlement pacifique, que facilite l'évolution des relations entre l'URSS et les Etats-Unis. Et les armées contras présentées un temps comme libératrices sont devenues inutiles et encombrantes, comme tant d'autres armées de mercenaires des puissances impérialistes le sont devenues avant elles, de l'Algérie au Vietnam.

Lorsque, il y a près de deux ans, les dirigeants nicaraguayens ont accepté de signer un plan de paix proposé par les présidents des cinq pays d'Amérique centrale et donnant d'importantes garanties à l'opposition anti-sandiniste ; les dirigeants nord-américains se sont engagés à retirer en contrepartie toute aide militaire aux contras. Mais ce désengagement opéré bon an mal an par les autorités américaines ne règlait pas tous les problèmes, en particulier celui du présent et de l'avenir des quelque onze mille Contras. Ceux-ci, après avoir servi de mercenaires aux Etats-Unis, stationnent aujourd'hui au Honduras, qui servait de base à l'armée contra. Ils n'auront peut-être pas envie de rentrer de si tôt dans leur pays d'origine, même si des garanties leur sont données.

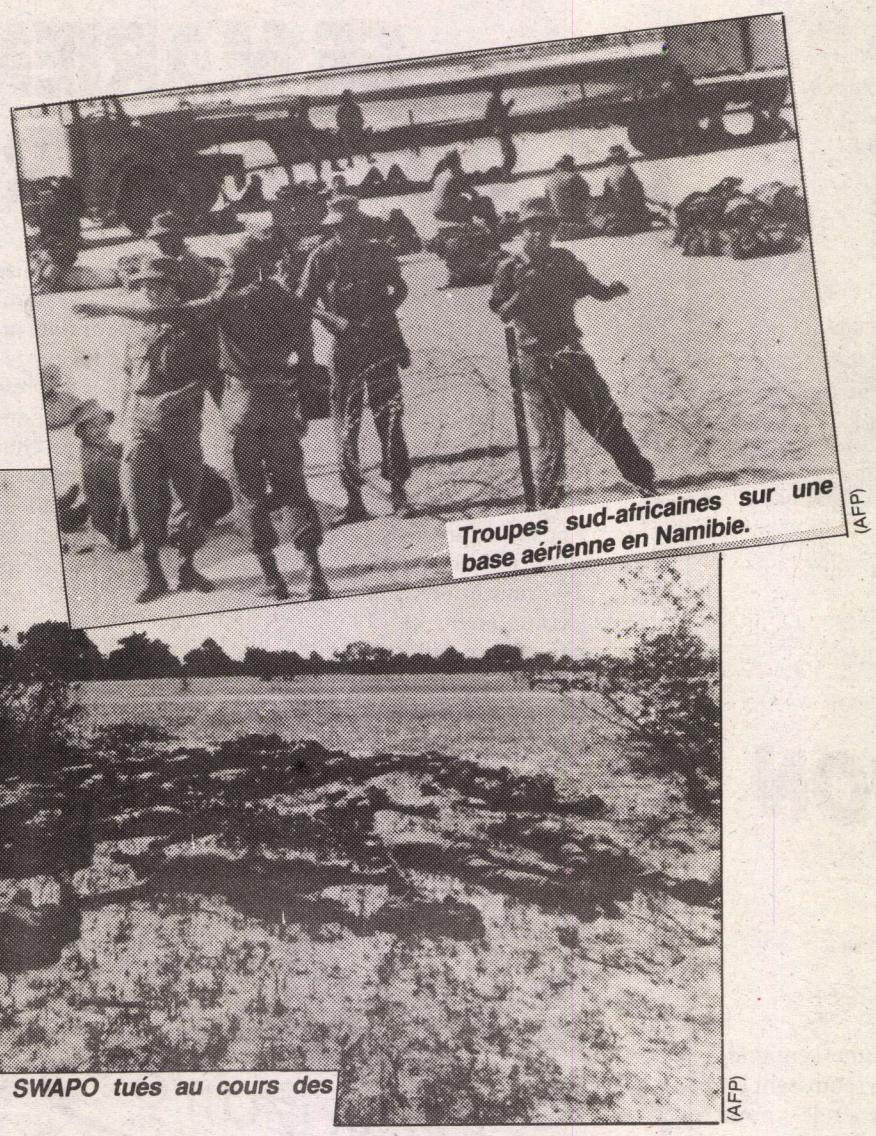
Or, l'un des problèmes est que ces bandes armées de la Contra sont en train de devenir indésirables au Honduras. Dans ce pays pauvre qui subit comme l'ensemble des pays d'Amérique centrale les graves répercussions de la crise économique, des grèves, des manifestations anti-américaines se sont multipliées au cours de l'année écoulée. La présence pesante de la Contra ne fait qu'ajouter aux difficultés, et cette situation ne peut qu'inquiéter les dirigeants honduriens et les dirigeants nord-américains, eux-mêmes aux prises avec l'opposition du Président Noriega dans le Panama voisin. Et c'est sans doute pourquoi les dirigeants américains essaient aujourd'hui, avec quelques millions de dollars, de circonscrire un foyer de tension possible qu'ils ont eux-même créé de toute pièce.

Henriette MAUTHEY

de la Namibie
DES GRANDES PUISSANCES

ximum d'atouts pour pouvoir rcer une pression sur celle-ci aussi n après l'indépendance que dans ériode transitoire. Ainsi de toute nière le principal port du pays, lvis Bay, restera une base sud-caine.

Pendant la période transitoire, NU, avec 4500 soldats, 500 poli-s et 1300 civils contrôle le pays. is l'administrateur général, le chef gouvernement de fait, reste un l-Africain. L'armée sud-africaine



Troupes sud-africaines sur une base aérienne en Namibie. (AFP)

Des combattants de la SWAPO tués au cours des récents combats. (AFP)

et ses milices namibiennes devraient être regroupées dans certaines bases, puis désarmées, mais elles restent ainsi dans le pays tandis que l'armée de la SWAPO, elle, est en Angola et ne rentrera qu'après avoir déposé ses armes. C'est le refus d'obéir à cette partie de l'accord et la tentative d'une fraction de cette armée de rentrer dès maintenant qui seraient à l'origine des combats du 1er avril.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE

Chacun comprend, en effet, que le conflit continue même s'il est moins ouvertement militaire. En novembre prochain a lieu l'élection d'une assemblée constituante. La future constitution du pays y sera décidée à la majorité des deux tiers. L'enjeu est donc maintenant de savoir si la SWAPO y aura cette majorité des deux tiers ou non. De cela dépendra si elle pourra s'attribuer constitutionnellement tous les pouvoirs ou si elle devra composer.

Bien entendu l'Afrique du Sud a, elle, intérêt à cette deuxième hypothèse. Pour cela, d'ici les élections de novembre elle a intérêt à susciter ou à aider des partis concurrents de la SWAPO. Et que ce soit l'armée sud-africaine ou ses milices autochtones, même soi-disant démobilisées, qui soient dans le pays et non celle de la SWAPO, cela peut compter et peser sur le résultat de ces élections.

En tout cas plusieurs partis sont déjà sur les rangs qui tentent de se tailler une base chez les Blancs bien sûr (mais ils sont moins de 100 000 dans un pays de 1 200 000 habitants bien que grand comme la France et l'Italie réunies) mais aussi dans les communautés noires, en particulier. Ainsi les chefs d'une communauté de métis qui avait fui l'Afrique du Sud au siècle dernier pour s'installer en Namibie ont tout simplement proclamé qu'ils feraient sécession si la SWAPO prend le pouvoir. Le scénario qu'ont connu l'Angola, le Zimbabwe et le Mozambique, des rebellions basées sur des communautés tribales minoritaires contre le parti qui a pris le pouvoir à la suite de l'indépendance, est éventuellement prêt pour la Namibie.

L'Afrique du Sud a sans doute admis l'hypothèse de l'indépendance de la Namibie, mais elle reste prête à tout. La période de transition risque fort de n'être ni tranquille ni paisible. Et ce ne sont pas les forces de paix de l'ONU qui seront une garantie du contraire, elles qui dès le premier jour, devant la prétendue invasion des troupes de la SWAPO... n'ont rien trouvé de mieux que de faire appel à l'armée sud-africaine qu'elles étaient venues relever.

Jacques MORAND

CUBA

LA VISITE DE GORBATCHEV
CLINS D'ŒIL AUX ETATS-UNIS

Gorbatchev n'a pas fait, rs de sa visite à Cuba, déclaration sensation-elle qu'apparemment les rands médias nord-amé-cains attendaient, au oint que les trois grandes haînes de télévision des SA s'étaient organisées our présenter leurs jour-aux en direct de La avane les 3 et 4 avril.

«Perestroïka» et «glasnost» ont pas été mis à l'ordre du jour Cuba. Gorbatchev a évoqué la écessité *«d'efficacité, de rigueur de discipline»* et cela se rapporte ns doute au fait que Cuba est onsidérablement endetté envers URSS et n'est sûrement pas près e pouvoir se libérer de cette ette, sur laquelle Gorbatchev, de on côté, n'a nullement proposé e passer l'éponge. Pour sa part, Castro a fait avec ostentation des déclarations sur l'indépendance de Cuba vis-à-vis de l'URSS. Ce qui ne peut effacer sa réelle dépendance sur le plan économique... Malgré les «excellentes relations» avec «le grand frère» soviétique, celui-ci dispose de sérieux moyens de pression.

Mais ce n'est peut-être pas tant la politique intérieure de Fidel Castro qui importe à Gorbatchev que les relations de Cuba avec l'Amérique centrale, en particulier son appui au Nicaragua sandiniste.

Le nouveau président américain, George Bush, venait de déclarer que l'URSS *«n'a aucun intérêt stratégique légitime en Amérique centrale»*, et de réclamer que Moscou et La Havane arrêtent leurs livraisons de matériel militaire aux Sandinistes. Gorbatchev a répondu, de La Havane précisément, en affirmant sa conviction que les conflits doivent être *«résolus par des moyens politiques»* dans *«le cadre latino-américain»*, et en déclarant que si *«l'Amérique latine n'est pas l'arrière-cour des Etats-Unis»* (ceux-ci la considèrent effectivement comme telle, mais à cela Gorbatchev ne peut rien), quant à elle *«l'URSS ne cherchait aucun avantage stratégique ou politique dans cette région du monde»*.

On se comprend donc entre l'administration américaine et Gorbatchev. Celui-ci a même été plus précis. Non, certes, lorsqu'il a déclaré s'opposer à «l'exportation des révolutions», comme si Castro avait jamais voulu «exporter» une «révolution» quelconque. Mais sous cette phraséologie convenue, c'est l'aide que Cuba peut apporter aux Sandinistes, et éventuellement au Front Farabundo Marti du Salvador, qui est visée, même si celle-ci n'a rien de «révolutionnaire». S'associant à l'orientation des Etats-Unis vers un réglement pacifique en Amérique centrale, Gorbatchev a mis en garde *«les forces qui s'obstinent dans la voie de la confrontation»*, et spécifié que la paix en Amérique centrale passe par *«l'interruption des livraisons d'armes, d'où qu'elles viennent»*. Comme on voit, il ne s'agit pas pour lui seulement de l'aide apportée par les Etats-Unis à la Contra anti-sandiniste.

Ce que fera ou ne fera pas Castro ne dépend pas entièrement des désirs de Gorbatchev, mais en tout cas dans le cadre du rapprochement entre l'URSS et les Etats-Unis, Gorbatchev montre sa bonne volonté.

C.L.G.

LUTTE DE CLASSE N° 23 EST PARUE

Au sommaire :

– L'unification de l'Europe, une nécessité sociale que la bourgeoisie ne peut ni ne veut réaliser.

– Antilles : quand les notables se servent de l'Europe pour demander plus d'argent à gérer au gouvernement, et plus de sacrifices aux travailleurs.

– Union soviétique : agitation électorale.

Prix : 10 F. S'adresser à nos militants. Envoi contre 12 F en timbres.

La publicité des PTT montre des facteurs présents partout au service du public. Dans la réalité, les intérêts du public et des employés sont sacrifiés.

PTT Bordeaux

LES FACTEURS EN GRÈVE CONTRE LA SUPPRESSION DES TOURNÉES

Depuis le mardi 28 mars, les préposés à la distribution de Bordeaux sont en grève à plus de 90 % (environ 120 grévistes sur 131 facteurs). La grève a éclaté quand la direction départementale a fait connaître son projet de redécoupage des zones de distribution.

En effet, les facteurs ont appris que ce projet entraînerait la suppression de 14 tournées, ce qui est en réalité autant de suppressions d'emplois déguisées. Cela veut dire plus de travail pour chacun, des tournées toujours plus longues et qui restent souvent à découvert, d'autant plus que le trafic ne cesse d'augmenter chaque année et qu'il y a eu déjà 4 tournées supprimées en 1984. Il s'agit bien en fait d'un plan d'ensemble de la direction, qui ne touche pas que ce secteur, visant à «rentabiliser» les services en supprimant des postes... qui ne sont pourtant pas de trop !

La direction a fait connaître son projet définitif jeudi soir : elle ne parlait plus que de 8 tournées supprimées plus un volant, cela reste inacceptable et la grève continue...

Il n'y avait pas eu un tel mouvement de grève dans le secteur depuis 1974. Chaque matin, à une centaine, les grévistes se réunissent en assemblée générale pour revoter la grève. Mercredi 29 mars, les facteurs sont descendus à une centaine en manifestation dans les rues de Bordeaux. Vendredi 31 mars ils y retournaient avec un tract pour s'adresser à la population : l'accueil était plutôt favorable.

Contrairement à ce qu'espérait la direction, le week-end et le retour de vacances n'ont pas affaibli la grève. Lundi 3 avril, les grévistes étaient toujours aussi nombreux et déterminés à faire reculer la direction.

IN2 - Groupe Intertechnique (Plaisir)

QUAND LES PATRONS SE MARIENT, LES OUVRIERS TRINQUENT

Le 22 février, la direction d'IN2 (filiale informatique d'Intertechnique) a annoncé au Comité d'Entreprise 55 suppressions de postes. Le secteur le plus touché est la production où une cinquantaine de postes de travail sont supprimés.

Les 55 postes supprimés se décomposent en 18 retraites FNE, 14 mutations, 10 départs volontaires et 13 licenciements. Le motif invoqué par la direction est le changement de méthodes dû à l'évolution du matériel. Avec les nouveaux composants informatiques du type micro-processeurs, il y a bien sûr moins d'heures de travail, tant pour la fabrication proprement dite que pour la mise au point des mini-ordinateurs. On peut constater néanmoins que les postes de travail supprimés correspondent aux personnes qui ne plaisent guère à leur chef de service ou à la direction. Sur les 13 licenciés, 4 étaient connus pour leurs opinions syndicales et 2 étaient délégués.

Pour tout le monde dans l'entreprise, ces licenciements ne sont qu'une sorte de «nettoyage de printemps» en vue de la vente de la société au groupe Siemens.

La réaction contre les licenciements s'est limitée à un arrêt de travail d'une heure le 22 février où la participation était d'une centaine de personnes sur les 600 présentes dans la zone de Plaisir les Gâtines. Mais l'arrivée du nouveau PDG de Siemens n'est guère propice à rassurer les travailleurs en ce qui concerne leur avenir. En 1988, la société IN2 a déclaré un bénéfice en baisse de 7 % à 5 % avant impôts. Compte-tenu des méthodes habituelles de gestion de la direction, cela suffit à alimenter toutes les inquiétudes. Et chacun craint que la réorganisation, suite à la fusion, soit l'occasion de nouveaux licenciements.

Correspondant LO

Alsthom - St Nazaire

UN NOUVEL ACCIDENT MORTEL AUX CHANTIERS

Lundi 3 avril, en début d'après-midi, un nouvel accident mortel s'est produit aux Chantiers de l'Atlantique (Alsthom). Cela fait le troisième en un mois et demi. C'est sur le car-ferry, le C29 (lequel est parti aux essais mardi 4 avril), qu'un chef monteur de 57 ans de l'entreprise sous-traitante Mac Gregor, Claude Guestre, a trouvé la mort. Il a été écrasé par un panneau de cale pesant au moins une tonne, qui est retombé.

En moins de deux ans il y a eu cinq accidents mortels aux Chantiers. Et chaque fois, la direction et ceux à son service essayent de dégager leurs responsabilités. Mais tout le monde le constate, c'est la course aux délais qui provoque la dégradation des conditions de travail.

La cadence des accidents est directement liée à celle du travail. Pour finir la construction des bateaux dans les délais, toutes les corporations travaillent en même temps. C'est non seulement la pagaille la plus complète, mais c'est une pression permanente pour faire tout au plus vite.

L'encadrement est obsédé par cette course aux délais. Il fait une pression constante, surtout sur les travailleurs intérimaires et des entreprises sous-traitantes : les heures supplémentaires ont été multipliées par trois en deux ans. Certaines entreprises vont même au-delà de la légalité jusqu'à plus de 72 heures par semaine. Il est courant que des travailleurs, après leur journée normale, reviennent faire la nuit dans la foulée...

L'entassement, la fatigue, l'énervement entraînent dans ces conditions de nombreux accidents, des malaises, des hospitalisations.

La mort de Claude Guestre, pas plus que les autres, n'a donc quelque chose à voir avec la fatalité.

Au cours du débrayage appelé par l'intersyndicale et de la manifestation qui a suivi en direction de la sous-préfecture, les travailleurs étaient nombreux à exprimer leur colère contre la direction des Chantiers.

Les patrons jouent avec notre peau pour augmenter leur productivité. Alors si les travailleurs ne veulent pas perdre leur vie en la gagnant, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur propre sécurité et imposer des améliorations dans les conditions de travail.

Correspondant LO

Flodor - Peronne (Somme)

UN ACCIDENT GRAVE

Chez Flodor à Péronne, dans la nuit du vendredi au samedi du week-end de Pâques, un jeune ouvrier a glissé et sa jambe a été prise dans une vis sans fin. Il a dû se débrouiller seul pour dégager sa jambe et aller chercher du secours à cent mètres de là. Il travaillait isolé et, comme l'a constaté l'Inspection du travail, il n'y avait pas d'arrêt d'urgence.

La direction essaie de faire porter la faute sur l'ouvrier qui n'aurait pas dû nettoyer la vis pendant qu'elle fonctionnait. Mais à ce poste, il y avait avant deux ouvriers. Qui a décidé de supprimer un emploi ? Qui est responsable du fait qu'il n'y avait pas d'arrêt d'urgence ? Qui demande de travailler plus vite, de produire plus ?

Cela aurait pu coûter la vie d'un ouvrier, en tout cas cela va lui gâcher sa vie et cela par un souci d'économie sordide !

Tissus Roudière (Lavelanet-Ariège)

745 LICENCIEMENTS CHEZ LE NUMÉRO UN DU TISSU LAINIER

Roudière, le numéro un français du tissu lainier, qui emploie actuellement plus de 2100 personnes, a annoncé officiellement le 3 avril un plan de "restructuration" entraînant 745 suppressions d'emploi, plus du tiers des effectifs. Il y aurait 135 départs en FNE, le reste en "licenciements secs" plus ou moins déguisés.

Roudière est-il un "canard boiteux"? Le groupe Chargeurs SA de Jérome Seydoux, qui, outre Roudière et d'autres entreprises textiles, possède entre autres la compagnie aérienne UTA, Spontex, et est actionnaire de la Cinq, est-il en déficit ? Aucunement : Roudière est toujours n° 1 et le groupe Chargeurs a augmenté en 1988 son chiffre d'affaires de 45% et son bénéfice de 37,5%.

Alors à Lavelanet, où ces licenciements apparaissent comme une catastrophe économique (Roudière est, de loin, le premier employeur et a de nombreux sous-traitants), chacun, à juste titre, a vraiment l'impression qu'on sacrifie l'emploi à la soif de surprofit de Seydoux (patron "de gauche", ami de Mitterrand).

La direction justifie bien sûr les licenciements par la nécessité d'être concurrentiels ; mais il faut savoir que Roudière a peu investi ces derniers temps dans les machines, sans parler de la formation du personnel. Les derniers gains de productivité se sont faits sur le dos du personnel (horaires, cadences et conditions de travail), en particulier à la filature où la direction veut supprimer plus de la moitié des emplois (première étape selon la *Dépêche du Midi* d'un "abandon"). Aujourd'hui, selon ce journal, 220 millions d'investissements seraient prévus... mais les travailleurs ont surtout l'expérience de la généralisation de la sous-traitance, en France ou à l'étranger.

De plus, Roudière a, ces dernières années, largement abusé de l'intérim, du chômage technique et des heures supplémentaires, selon les *"besoins de la production"*. Aussi beaucoup se demandent si les futurs licenciés ne seront pas peu de temps après repris comme "Bis" ou "Ecco" dont l'agence vient (est-ce un hasard ?) de s'ouvrir à Lavelanet.

Face à ces attaques, beaucoup sont conscients que pour empêcher ces licenciements il faudra l'appui de tous les travailleurs de la région. La CGT a fait distribuer plus de 20000 tracts dans toute l'Ariège, pour informer la population.

Le 3 avril, jour du CCE où le "plan" patronal a été présenté, Roudière était en grève pour 24 heures.

Cependant, seule une minorité de travailleurs ont participé aux rassemblements, aux distributions de tracts et à la manifestation à l'appel de la CGT. Celle-ci a demandé aux grévistes d'aller distribuer des tracts à Foix, Saint-Girons, Pamiers, Tarascon, c'est-à-dire loin de Lavelanet, alors que beaucoup pensaient qu'il aurait mieux valu s'adresser en premier lieu aux autres travailleurs des usines textiles autour de Lavelanet. De même dans l'après-midi, la CGT, si elle a appelé à manifester dans les rues (quasi-désertes, car les commerces sont fermés le lundi), a maintenu le défilé hors des usines, malgré les cris de "aux usines, aux usines".

Pour le moment, le travail a repris, à l'appel de la CGT qui veut "économiser les forces" car selon elle la lutte sera longue... Mais beaucoup se sentent frustrés par le manque total de consultation de la part du syndicat, et veulent discuter eux-mêmes de la suite du mouvement, et non, comme le propose la CGT, attendre que celle-ci les "tienne au courant" de ses initiatives. Surtout que la direction est déjà en train de mettre au point la liste des licenciés...

Correspondant LO

Intexal (Cambrai)

LA «LAINIÈRE» LICENCIE

La Lainière de Cambrai employait 4300 personnes en 1970, à peine plus de 1000 aujourd'hui. On y fabrique des vêtements vendus, cher, avec la griffe "Rodier". Filiale du groupe Prouvost racheté par Seydoux, la Lainière de Cambrai a été découpée en plusieurs sociétés, toutes filiales du groupe, Intexal, CDC, Saint-Roch.

Après avoir procédé à 233 licenciements en 1988, la direction de la Lainière voudrait diminuer encore l'effectif par une centaine de départs "volontaires" : elle voudrait que se créent, autour de Cambrai, une dizaine de petits ateliers employant chacun une dizaine de personnes, auxquels la Lainière garantirait une partie du travail pendant trois ans.

Des responsables créateurs d'ateliers, les "leaders", sont pressentis par la direction – souvent d'anciennes ouvrières ou "contredames" de l'usine.

Actuellement, les "leaders" sont à l'usine. La direction procède à la convocation individuelle des personnes habitant la même localité ou une localité proche de celle du "leader".

Si l'on refuse, il ne faut pas être surprise d'être sur la liste en cas de nouveaux licenciements, avertit la direction en substance. Tout récemment, une des "leaders" a même circulé dans un atelier, pendant qu'on lui désignait celles qui seraient susceptibles de l'intéresser. Le sentiment général était d'assister au déplacement d'un maquignon dans une foire aux bestiaux !

Le bureau du chef du personnel – qui n'a plus à se préocuper d'un quelconque "plan social" puisqu'il n'y aurait pas de licenciement au sens strict du mot – s'est donc transformé en bureau de l'ANPE. Mais, si les "leaders" se verraient attribuer des aides et exonérations fiscales pour la "création d'entreprise" et "création d'emplois" par l'Etat, et une aide de la Lainière, les emplois prétendument créés seraient payés au SMIC, puisqu'il ne serait plus question, par exemple, de prime d'ancienneté. Et, malgré les bas salaires payés à la Lainière (avec 31 ans d'ancienneté, une ouvrière gagne 4350 F net), il n'y aurait pratiquement pas eu de volontaires.

Depuis des années, la direction de la Lainière, par un biais ou un autre, licencie. Et outre que cela lui a permis de ramener les salaires à un bas niveau, elle a pu imposer des cadences de travail beaucoup plus élevées : la pression est grande et nombre d'ouvrières en sont à prendre des calmants.

La direction de la Lainière joue avec le salaire et les nerfs des travailleurs. Mais elle a peut-être déjà poussé le bouchon trop loin.

Thann et Mulhouse (Le Havre)

EN GRÈVE POUR LES 500 F

A l'usine Thann-et-Mulhouse du Havre (groupe Rhône-Poulenc), il y a eu la dernière semaine de mars une série de débrayages de 4 heures, et débrayage d'une journée de 8 heures pour la revendication de 500 F pour tous.

L'usine produit de l'oxyde de titane (additif pour les peintures essentiellement) et les affaires vont bien. Après deux plans de départs FNE (il reste 580 personnes) et des modifications techniques, la production a augmenté. Mais depuis des années, comme partout, c'est le blocage des salaires. En fin d'année dernière, la direction n'a accordé qu'une rallonge, dite de compensation, à la prime.

C'est pourquoi depuis quelque temps c'était la colère et plusieurs travailleurs ont exprimé lors d'assemblées syndicales la volonté de faire quelque chose. Les débrayages de 4 heures restant sans réponse de la part de la direction , nous avons décidé le jeudi 30 mars de faire grève toute la journée en bloquant l'accès de l'usine. La grève a été très largement suivie, surtout dans les équipes. L'ambiance était bonne, d'autant plus que cela faisait des années qu'on ne s'était pas retrouvé tous ensemble devant l'entrée.

Mais la direction n'a proposé que des miettes. Le lendemain, vendredi 31 mars, le directeur s'est présenté devant les grévistes réunis, ne trouvant rien de mieux à dire qu'il fallait savoir gérer notre budget et que lui pourrait, en retraite, se contenter de 5 000 F en Auvergne ! Comme première prise de contact (c'est le nouveau directeur), c'est éloquent !

Finalement, il n'a accordé qu'une révision de la prime-panier avec un forfait de 370 F, et 85 F pour ceux qui touchent moins de 6 700 F en jour et moins de 5 900 F en équipe. Rien de plus, alors que beaucoup s'attendaient à un petit quelque chose sur le salaire de base. Faisant le chantage à l'arrêt technique de l'usine si nous continuions la grève, le mouvement s'est arrêté avec le sentiment que la direction se moquait de nous... Un bon nombre espérait un mouvement plus fort. C'est partie remise.

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE :

«ILS VEULENT DES CRÉDITS, DONNONS-LEUR DES IMAGES !»

A l'Assistance Publique, aucune embauche de personnel n'a suivi la grève des hôpitaux de l'automne 1988. Au contraire, c'est la politique du «redéploiement» : rendre les agents mobiles afin de combler les pénuries de personnel les plus graves, au coup par coup. Mais, en mars, de petits nouveaux sont tout de même apparus dans les services : des téléviseurs. Triomphalement la direction générale annonçait la naissance d'une chaîne interne à l'AP : AP-TV.

Le but officiel de cette télévision est de favoriser la *«communication dans l'entreprise»* et de donner au personnel le sentiment d'une *«reconnaissance de ses compétences»*. La première série d'émissions parlait ainsi des brancardiers, sans indiquer évidemment qu'ils sont très mal payés et en nombre souvent insuffisant. On y a vu aussi une interview de Choussat, le directeur général de l'AP. D'après lui, «AP-TV» ne coûterait rien à l'AP ; ce serait un miracle ! Mais, ce qu'il n'a pas mis en lumière, c'est que cette télé rapportera certainement pas mal à d'autres.

En effet, c'est la Lyonnaise des Eaux qui prend en charge *«la responsabilité de l'ensemble des moyens financiers nécessaires»* à la confection des programmes, à l'installation des réseaux de câblage, et même la diffusion par satellite !

On a beau ne pas connaître le détail du contrat, on se doute que pour donner à l'AP son jouet de propagande, la Lyonnaise des Eaux s'est certainement assurée les contreparties qu'il fallait...

Correspondant LO

STAGIAIRES DE FPA TOUJOURS LA COLÈRE

■ A la Treille (Marseille)

Au centre de FPA de La Treille à Marseille comme cela a déjà été le cas dans bien d'autres centres, il y a du mouvement. La colère monte chez les stagiaires à la suite des mesures du gouvernement prises pour toutes les FPA et qui entraînent une chute des rémunérations de 4 200 F à 3 200 F par mois depuis avril 1988, avec pour certains stagiaires des salaires de 1 700 F voire même 1 200 F, par mois. En outre beaucoup de stagiaires paient eux-mêmes leur stage puisque le temps du stage est décompté de leur chômage. A ces mesures gouvernementales s'ajoutent des mesquineries comme le retrait arbitraire par certains professeurs d'heures de salaire pour des retards dûs aux transports en commun. Enfin, les professeurs manquants ne sont bien souvent pas remplacés.

Jeudi 30 mars, des stagiaires qui voulaient réagir et s'organiser ont convoqué une assemblée générale. Cent stagiaires (le Centre en compte environ 600) y ont participé et ont élu des délégués. Ils ont fait le tour du Centre en manifestation aux cris de *«salaires de misère, stagiaires en colère»* pour rallier les autres.

Réunis avec la direction, les stagiaires ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur. Même s'ils savent que cela ne suffira pas pour faire reculer le gouvernement, ils étaient contents d'avoir manifesté leur colère. Leurs délégués, réunis avec ceux d'autres FPA, ont discuté de la suite à donner au mouvement et une assemblée générale est prévue à La Treille pour déterminer les actions à venir.

Correspondant local

■ A Bourg-en-Bresse

Jeudi 30 mars, les stagiaires du Centre de Formation Professionnelle pour Adultes de Bourg-en-Bresse ont fait une nouvelle journée de grève pour montrer qu'ils ne décoléraient pas contre, notamment, la baisse de leurs rémunérations.

De plus, cette fois, ils voulaient informer la population. Ils ont mis à l'entrée du Centre une grande banderole : *«Le SMIC pour tous. Maintien des droits ASSEDIC pendant les stages»*. Et puis, à une vingtaine, ils sont allés dans le centre-ville et devant un supermarché. Là, pour expliquer leurs revendications, ils ont distribué un tract et se sont adressés de vive voix aux passants. Ils ont reçu bien des gestes d'encouragement et de sympathie.

Tous les stagiaires étaient contents de cette action d'explication. D'autre part, cette grève a permis à des stagiaires qui viennent d'arriver de se mettre dans le coup, histoire de remplacer un certain nombre d'animateurs des grèves précédentes qui, eux, étaient en examen ce jour-là et en instance de départ. Une certaine façon donc d'assurer la relève du mouvement.

Et puis, il existe un autre motif de satisfaction : la veille de la grève, la direction du Centre informait les stagiaires qu'ils pourraient visiter dès le lendemain les nouveaux locaux de la bibliothèque et de la salle de jeux. Cela traînait depuis bien longtemps et faisait partie justement des revendications locales que les grévistes avaient portées à la connaissance de la direction...

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

UNE LISTE COMMUNE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES ?

Les élections européennes, qui auront lieu le 18 juin prochain, approchent. A ce propos, un échange de lettres à eu lieu entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, à la suite de quoi des délégations des deux organisations se sont rencontrées. Nous publions à l'attention de nos lecteurs l'échange de correspondance qui résume les discussions en cours.

Paris, le 18 mars 1989
A la direction de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Chers camarades,

Nous avons entendu avec surprise le camarade Krivine dans ses réunions de Nîmes et de Lille parler, à propos des européennes, de ce qu'il a appelé le sectarisme de notre organisation, qui n'envisagerait que de se présenter seule à ces élections, propos pouvant laisser croire que nous aurions refusé même une liste commune LO-LCR.

Pourtant, lorsque le jeudi 9 février, une délégation de LO a rencontré, sur votre demande, une délégation de la LCR, nous avons exprimé clairement notre position, à savoir que, si nous refusions une participation qui tenterait de faire croire à une liste de rassemblement comprenant par exemple le PSU et la Nouvelle Gauche (qui d'ailleurs ne souhaitent pas une telle union), nous étions prêts à discuter la possibilité d'une liste LO-LCR conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine, telle que nous l'avions fait aux élections de 1979.

Vous n'avez pas, depuis lors, donné suite à cette ouverture. C'est votre droit, mais le sectarisme – si sectarisme il y avait, et non choix politique – serait plutôt de votre côté puisque vous vous refusez à ne serait-ce que discuter une telle possibilité.

Comme vous nous avez proposé par téléphone de nous rencontrer à nouveau suite, dites-vous, à des prises de contacts que vous auriez eues par ailleurs, il nous semble donc utile, étant donné ce qui précède, de vous préciser à nouveau notre position pour qu'une éventuelle discussion puisse s'engager sur des bases claires.

Nous avons toujours, vis-à-vis de votre organisation, respecté la même orientation en nous considérant, même unilatéralement, comme deux fractions publiques d'un même futur parti, malgré les divergences tactiques, stratégiques, politiques qui peuvent nous séparer depuis des années.

Nous avons toujours pensé que, si se créait en France un véritable parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière et les classes populaires, nos militants respectifs se retrouveraient au sein de ce parti avec un grand nombre de militants ouvriers actuellement au PC ou dans les organisations syndicales réformistes, et que la coopération politique entre nos militants serait alors une nécessité vitale.

C'est pourquoi nous avons toujours considéré que si nous devions intervenir chacun à notre façon, puisque nous sommes rarement d'accord sur les modes d'intervention, nous pouvions au moins nous exprimer politiquement ensemble le plus souvent possible sur le terrain des idées politiques.

Nous vous rappelons que lorsque le quotidien Rouge *a eu des difficultés, nous vous avons proposé d'envisager une presse commune. Notre public se recouvre sensiblement et exprimer chacun nos opinions devant ce public dans un organe commun, dans des articles communs, lorsque nos opinions sont similaires – et éventuellement dans des articles différents lorsque ce n'est pas le cas – sans avoir à peser chaque phrase pour aboutir systématiquement à des déclarations communes insipides, nous paraissait tout à fait possible. L'intervention pour nous ne se fait pas au niveau de* Rouge *et de* Lutte Ouvrière. *Par contre dans toutes les interventions où nous ne sommes pas d'accord, chacun doit vérifier sa politique en la mettant à l'épreuve des événements.*

En ce qui concerne les élections, nous sommes apparus ensemble quelques fois.

Rappelons, en ce qui concerne les Européennes, que loin d'être sectaires nous avons fait la preuve, lorsque nous sommes apparus ensemble en 1979, de notre esprit de responsabilité et de notre souci unitaire puisque la LCR étant dans l'incapacité financière d'assurer la moitié des dépenses de cette campagne, nous avions accepté d'en assumer plus des trois quarts.

Par contre, nous n'avons jamais été d'accord pour mener une politique qui n'était pas la nôtre, et en particulier pour courir après les espoirs de rassemblement que depuis bien des années vous faites renaître régulièrement, sous une forme ou sous une autre, malgré leurs échecs réguliers.

Vous avez fait campagne pour Juquin aux présidentielles. Nous sommes apparus sous notre propre drapeau. Nous restons persuadés qu'il aurait mieux valu, et cela n'aurait pas été moins efficace, que nous apparaissions ensemble, plutôt que vous disparaissiez derrière Juquin.

Même chose aux municipales récentes. Vous avez fait des listes qui se prétendaient de rassemblement. Nous avons préféré apparaître clairement sous notre drapeau, et cela ne nous a pas pénalisés par rapport à vos listes et en tout cas par rapport aux candidats appartenant à votre organisation.

C'est pourquoi, pour les européennes qui viennent, nous ne pouvons accepter de participer à votre politique de rassemblement avec le PSU ou la Nouvelle Gauche qui, en plus de nous paraître fausse, fait la preuve de son inefficacité puisque ces organisations apparemment ne veulent pas de vous.

Il est donc inutile que nous engagions la discussion sur ce terrain.

Par contre, si vous voulez nous proposer d'apparaître sous le drapeau commun de nos deux organisations, nous sommes prêts à discuter les conditions d'une liste commune LO-LCR conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine.

La plate-forme politique resterait à définir dans ses détails, mais elle pourrait reposer sur les quelques axes suivants :

1) L'internationalisme, en affirmant que les travailleurs n'ont pas à défendre les frontières nationales qui sont des chaînes pour eux plus que pour les exploiteurs, que ce n'est pas l'Europe unie qui serait un danger pour les peuples mais le capital, et que c'est la révolution socialiste qui supprimera réellement toutes les frontières, physiques, juridiques et morales, nationales, raciales, de classe et pas le capitalisme.

2) Condamnation de tous les plans d'austérité à l'usage des travailleurs à l'échelle de l'Europe. Dénonciation du réformisme social-démocrate et stalinien (néo-stalinien, réformateur, rénovateur ou autre).

3) Condamnation du racisme et de la xénophobie, et défense des droits des travailleurs immigrés à participer à la vie politique des pays où ils se trouvent.

Bien sûr, nous ne pouvons espérer dans une telle campagne faire un score qui dépasse nos scores habituels, et en particulier dépasser la barre des 5 %. Nous savons bien qu'ensemble ou séparément nous ferons exactement le même score. Mais le problème n'est pas là. Il est de faire entendre notre voix, même s'il ne s'agit pas de défendre tout notre programme dans cette campagne limitée, sans servir de marchepied à des politiciens étrangers aux intérêts des travailleurs, ou même plus simplement à des courants proches du réformisme.

Nous avons établi un budget définitif concernant le matériel électoral et les frais incompressibles de cette campagne se montent de 3,8 à 4 millions de francs au total (bulletins de vote et professions de foi, transport, caution, affiches, meetings dont un meeting central à Paris).

Si en 1979 nous avions pris la majorité des dépenses à notre charge, aujourd'hui c'est sur la base d'une parité totale que nous répartirions ces dépenses qui ne dépasseraient pas deux millions pour chacune de nos organisations. Bien entendu, ces dépenses pourraient encore être diminuées si vous aviez des devis moins élevés que ceux auxquels se sont engagés nos fournisseurs.

Voilà, chers camarades, notre position sur ces élections européennes, position que nous vous soumettons afin qu'une éventuelle rencontre, si elle a lieu, puisse être constructive.

Répétons que notre position est ferme : avec d'autres que la LCR, il n'est pas question pour nous de faire accord et nous présenterons alors notre propre liste ; pour une liste commune LO-LCR, nous sommes prêts à discuter.

Vous pouvez faire le choix de disparaître une fois de plus, n'ayant personne à soutenir, plutôt que d'apparaître à nos côtés. C'est un choix politique qui vous appartient. Mais ne dites pas alors que notre attitude est sectaire par rapport à vous.

Veuillez agréer, chers camarades, l'expression de nos fraternelles salutations révolutionnaires.

Le Comité Exécutif de Lutte Ouvrière

Paris, le 31 mars 1989,

A LA DIRECTION NATIONALE DE LUTTE OUVRIÈRE

Chères camarades, chers camarades,

Comme vous le savez, nous pensons que les prochaines élections européennes constituent un enjeu important de la situation politique tant à l'échelle nationale qu'internationale.

C'est dans ce sens que nous avons engagé une série de discussions avec toutes ces forces susceptibles de participer avec nous à une campagne commune lors des prochaines élections européennes.

Nous vous avions à cet effet adressé une lettre après notre dernier congrès de fin janvier 1989.

Suite à votre lettre du 18 mars 1989, et aux deux dernières réunions entre les délégations des directions de nos deux organisations, nous tenons à préciser par écrit notre position concernant les élections européennes.

A la veille de la mise en application de l'Acte unique pour 1992, il nous semble indispensable de faire entendre une voix internationaliste, qui s'oppose clairement aux conséquences des plans capitalistes européens et qui défend haut et fort la perspective d'une Europe des travailleurs, des Etats-Unis socialistes d'Europe. En particulier face à la social-démocratie, pointe avancée de l'intégration capitaliste européenne et à la politique du PCF qui oscille entre le chauvinisme et des proclamations générales sur «la coopération des peuples»...

Dans cette situation, ce combat pour l'Europe socialiste devra avant tout s'appuyer sur les luttes des travailleurs et leur coordination, principal moyen de s'opposer aux plans capitalistes, mais il doit aussi s'incarner dans les axes et revendications fondamentales suivantes :

- Pour les revendications ouvrières, contre les plans d'austérité des capitalistes européens.
- Pour les trente-cinq heures sans diminution de salaire, avec embauche correspondante.
- Pour l'alignement des droits des travailleurs de chaque pays sur les conquêtes sociales les plus avancées à l'échelle européenne.
- Contre la répression et pour l'extension des droits démocratiques.
- Pour l'égalité des droits entre hommes et femmes.
- Pour une Europe dénucléarisée, pour la diminution drastique des budgets militaires, pour les droits des appelés.
- Pour la reconnaissance des droits des minorités nationales.
- Pour l'égalité des droits entre Européens et immigrés, droit de vote pour les immigrés et la libre circulation de ces derniers sur l'ensemble du continent.
- Pour la défense de l'environnement et le refus de la construction de toute nouvelle centrale nucléaire.
- Pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, pour des rapports débarrassés du pillage de ses richesses.

(suite page 14)

Une discussion LO-LCR

(suite de la page 13)

UNE LISTE COMMUNE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES ?

Ce combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe combine aussi la lutte des travailleurs de l'Europe de l'Ouest contre le système capitaliste et celle des travailleurs et des peuples des pays de l'Est contre la bureaucratie.

Il semble que sur cette approche générale de la question européenne des désaccords existent entre nos deux organisations, pas sur la conviction partagée d'affirmer un profil politique internationaliste et anti-chauvin dans cette campagne, mais sur la nécessité de dénoncer clairement les conséquences anti-sociales de l'Europe capitaliste, de son marché unique et de ses plans d'austérité.

Des désaccords de cette nature, même si les problèmes ne se posent pas dans les mêmes termes, n'avaient pas empêché la campagne commune de 1979, il faut maintenant vérifier par la discussion, si ces désaccords permettent aujourd'hui une nouvelle campagne commune des deux organisations.

Comme vous le savez, il y a un deuxième désaccord entre nous, qui renvoie à la politique unitaire de chacune de nos deux organisations.

En ce qui nous concerne, notre 9e congrès définissait ainsi nos objectifs :

«La LCR propose aux sections concernées de la IVe Internationale de s'adresser en commun aux forces révolutionnaires, anti-capitalistes, nationalistes, révolutionnaires et écologistes... Sur cette base, en France, elle proposera aux organisations et courants susceptibles de partager sa démarche de former un bloc électoral sur une plate-forme en quelques points résumant le refus de l'Europe capitaliste et la perspective d'une Europe des travailleurs. Un tel bloc, sans impliquer obligatoirement un accord sur l'approche du problème européen, permettrait d'éviter l'éparpillement des listes à la gauche des partis réformistes, et d'avoir éventuellement des élus dans le cadre du mode de scrutin proportionnel».

Quant à vous, sur ce terrain, vous réduisez votre politique unitaire à l'unité LO-LCR.

Nous regrettons sur ce point votre refus de mener une bataille politique, vis-à-vis de toutes les forces se situant à la gauche du PS et du PCF pour envisager les possibilités d'action commune, surtout lorsque ce refus s'exprime avant même toute discussion exploratoire avec les uns et les autres.

Au contraire, nous pensons que c'est sur la base d'objectifs politiques précis, de débats sur une plate-forme ou sur des engagements concrets que l'on peut juger si l'unité est possible ou pas avec telle ou telle force politique, et non sur la caractérisation générale de telle ou telle organisation.

Même dans ce cadre, nous considérons que les conditions d'une discussion entre organisations révolutionnaires comme LO et la LCR devraient être facilitées.

C'est un désaccord entre nous, il n'est pas nouveau.

En effet, dans la situation actuelle, une liste unitaire anti-capitaliste ou même un simple bloc électoral aurait répondu à l'espoir de tous ceux qui ne se reconnaissent ni dans la gauche traditionnelle, ni dans le parti des verts, et aurait peut-être permis de franchir la barre des 5%.

Aujourd'hui, les conditions pour une telle liste unitaire ne sont pas réalisées. C'est dommage.

Etant favorables à une liste unitaire large sur une base politique correcte, nous sommes pour la proposition d'une liste commune LO-LCR, si un accord politique se dégageait sur la base d'une plate-forme commune, et si nous arrivions à un accord financier dans une situation où nous ne pouvons pas nous permettre de dégager plus d'un million de francs pour la totalité des dépenses liées aux élections européennes.

Sur le plan politique, la discussion doit cerner accords et désaccords, mais nous espérons aboutir.

Sur le plan financier, nous savons l'ampleur des dépenses et des efforts que représente cette échéance, pour les uns et les autres, même si une campagne commune permet de réduire cet effort pour chacune des deux organisations.

Mais nous sommes dans l'incapacité financière d'accepter la proposition d'un accord paritaire.

Les décisions de notre Comité Central de fixer à un million de francs notre capacité maximum de participation à ces élections constituent déjà un engagement considérable de notre organisation et de nos militants.

Voilà une première réponse, c'est dans cet état d'esprit que nous voulons poursuivre la discussion.

Recevez nos salutations révolutionnaires.

Pour le bureau politique de la LCR.

Alain KRIVINE.

Paris, le 4 avril 1989
A la direction de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Chers camarades,

Nous sommes heureux de constater que vous êtes prêts à envisager une liste commune à nos deux organisations, revenant ainsi sur votre position de début février 1989 où vous n'aviez pas donné suite à la même suggestion.

Bien sûr, votre lettre du 31 mars pose un certain nombre de problèmes qu'il nous faudra résoudre pour aboutir à une telle liste commune. Mais comme nous l'avons dit nous sommes prêts à engager la discussion sur ce terrain.

L'un des aspects qui nous pose évidemment problème concerne le financement de la campagne dont le montant, nous sommes tombés d'accord sur l'estimation, se monterait à quatre millions de francs et pour lequel vous nous dites ne pouvoir participer qu'à la hauteur d'un million. Nous craignons que cette limite financière ne soit pas qu'un problème de trésorerie et qu'elle indique aussi les limites des efforts militants que vous consacrerez à cette campagne. Car le financement est aussi un thermomètre de la détermination et de l'intérêt qu'une organisation porte à une activité, afin de trouver les moyens financiers de mener à bien l'activité en question. Bien que cela nous paraisse donc un problème plus politique que financier, nous sommes d'accord pour ne pas en faire un préalable à nos discussions et pour mettre de côté provisoirement cette question.

Nous voudrions en premier lieu revenir sur le désaccord que vous soulevez et qui concerne la politique unitaire de chacune de nos deux organisations. Cela ne change sans doute rien au fait que nous pourrons ou pas nous présenter ensemble, mais, parce que ce problème existe, nous ne pouvons manquer de relever dans votre lettre le paragraphe :

«Quant à vous, sur ce terrain, vous réduisez votre politique unitaire à l'unité LO-LCR.

Nous regrettons sur ce point votre refus de mener une bataille politique, vis-à-vis de toutes les forces se situant à la gauche du PS et du PCF pour envisager les possibilités d'action commune, surtout lorsque ce refus s'exprime avant même toute discussion exploratoire avec les uns et les autres (...).

(...) En effet dans la situation actuelle, une liste unitaire anti-capitaliste ou même un simple bloc électoral aurait répondu à l'espoir de tous ceux qui ne se reconnaissent ni dans la gauche traditionnelle, ni dans le parti des verts, et aurait peut-être permis de franchir la barre des 5%.

Aujourd'hui, les conditions pour une telle liste unitaire ne sont pas réalisées. C'est dommage.»

C'est peut-être dommage, mais nous sommes heureux de vous voir enfin écrire que les conditions ne sont pas réalisées (cette fois comme les autres) pour une liste unitaire.

C'est là tout le problème et tout ce qui nous sépare. Si nous ne sommes pas d'accord avec votre démarche, c'est que nous pensons surtout qu'il n'y a pas, contrairement à ce que vous dites, de force se situant à la gauche du PS et du PCF d'une part, et d'autre part il n'y a pas de gens, prétendant occuper une telle place, qui soient d'accord pour un tel regroupement avec vous, et a fortiori avec nous. Lorsque vous dites que notre refus s'exprime avant même toute discussion exploratoire avec les uns et les autres, vous dites vrai en ce qui nous concerne. Mais nous ne saurions oublier que vous, vous avez mené ces discussions exploratoires et qu'elles se sont terminées par un échec. Sinon vous ne seriez pas dans la situation d'accepter aujourd'hui la proposition que nous vous faisions il y a deux mois. A moins évidemment que vous pensiez que, si nous nous étions présentés ensemble, et surtout en affirmant que nous étions prêts à supporter la majeure partie des charges financières de la liste, il vous aurait été plus facile d'entraîner ceux que vous n'avez pas pu convaincre.

Dans ces conditions, il est évident qu'un accord électoral entre les deux organisations trotskystes LO-LCR ne peut en aucune façon se situer dans la perspective d'un bloc électoral tel que vous l'envisagiez, sauf si vous tenez à vous masquer la réalité. A moins de forcer le sens des mots, il nous semble difficile de situer une liste LO-LCR dans le cadre d'une «liste unitaire large» comme vous semblez vouloir le faire à la fin de votre lettre.

De fait, il ne nous apparaît pas qu'un bloc électoral avec qui que ce soit nous aurait permis de franchir la barre des 5%, et dans une élection on ne peut parler d'action commune que sur un programme qui ne serait ni celui du PSU ni celui de la «nouvelle gauche». Entre vous et nous il serait peut-être possible de nous mettre d'accord ; avec d'autres, c'est vous qui avez fait la preuve qu'une liste unitaire «anti-capitaliste» ou même un simple «bloc électoral» n'était pas possible.

Pour en revenir aux axes ou aux revendications fondamentales exprimées dans votre lettre, il y a certes des désaccords entre nos deux organisations. Là où vous les voyez. Non sur l'affirmation d'une politique anti-nationaliste et anti-chauvine, mais sur le marché unique. En effet, pour nous, les aspects anti-sociaux de l'Europe capitaliste et ses plans d'austérité ne sont pas dus aux progrès, réels ou supposés, du marché unique. Ils sont dus aux offensives nationales de chaque bourgeoisie (coopérant bien sûr à l'échelle internationale), mais aidée surtout, dans chaque pays, par des gouvernements, des organisations, qui dupent ou ont dupé les travailleurs, les livrant pieds et poings liés à tous les credo sur la défense de l'entreprise capitaliste.

D'un autre côté, nous ne pensons pas que cette campagne des Européennes puisse être un catalogue de revendications tournées vers des milieux allant des verts à SOS-Racisme en passant par les nationalistes bretons ou corses, et y compris les déclarations, de forme il est vrai, du gouvernement socialiste français sur l'alignement des législations sociales au niveau des plus élevées. Bien sûr, nous ne devons pas ignorer la plupart de ces problèmes ; mais dans une campagne électorale où nous aurons en tout et pour tout 5 minutes à la télévision et 2 500 signes pour nous exprimer dans une profession de foi, il faudra bien faire le choix d'un axe, voire deux, mais pas plus.

Voilà sans doute quel devra être le sens de nos discussions à venir.

Mais comme vous le dites, des désaccords nous opposaient aussi en 1979 et n'ont pas empêché une campagne commune de nos deux organisations.

Nos discussions devront donc porter sur le choix d'axes réduits. Nous avons lu attentivement votre projet de profession de foi, qui nous semble une base de travail, et vous trouverez ci-joint notre proposition tenant compte de la vôtre.

Veuillez agréer, chers camarades, nos salutations communistes révolutionnaires.

Pour le Comité Exécutif de Lutte Ouvrière,
François DUBURG

Trois livres de Primo Levi

«LE FABRICANT DE MIROIRS»

Recueil d'articles, de contes, de nouvelles ou de réflexions publiés par Primo Levi dans le journal italien *la Stampa* entre les années 60 et fin 1986, *Le fabricant de miroirs* est aussi le dernier livre publié par Primo Levi avant sa mort, en avril 1987.

Un certain nombre de nouvelles qu'on trouve en première partie sont très fantaisistes. Ainsi celle consacrée à cette jeune fille qui, dans un village de montagne italien, se sent pousser des ailes... Son père est, lui aussi, victime du même phénomène, mais à plus de 50 ans, il s'en serait bien passé. Une autre nouvelle *Les deux drapeaux,* présentant l'histoire de deux pays héréditairement ennemis, ridiculise le chauvinisme tel qu'il est inculqué dès la prime enfance. On trouve aussi les mésaventures d'un apprenti passe-muraille victime de sa propre invention. Enfin, *Le fabricant de miroirs* est l'histoire d'une invention géniale mais dangereuse : le miroir qui vous reflète tel que vos connaissances et amis vous voient. Cette merveille précipite évidemment son inventeur dans la faillite ! Autant de contes ironiques, bien agréables à lire...

Les «réflexions», elles, s'ouvrent sur un poème de l'auteur à la recherche d'une vallée perdue, intacte et heureuse, qui résume bien une certaine amertume, une certaine mélancolie qu'éprouve Primo Levi face au monde environnant. Dans *Le commandant d'Auschwitz,* on voit d'anciens nazis couler une vie paisible sur le lieu même de leurs méfaits, en Allemagne. Dans *Les lances deviennent boucliers,* écrit à partir du livre d'Aaron Appenfeld *Baddenheim 39,* qui rappelle le *«je ne veux pas voir»* de la génération du nazisme, Primo Levi constate que le sort de la planète est entre les mains de deux hommes, les dirigeants des deux superpuissances, pour qui le désarmement est la dernière façon de continuer à s'armer...

Ce thème du désastre qui menace la planète revient dans *Cher Horace.* Cette lettre écrite au poète latin constate, non sans piquant, les progrès accomplis depuis deux mille ans à Rome et dans le monde. Entre autres progrès, depuis la théorie poétique des atomes d'Epicure et de Lucrèce dont Horace était le disciple, Primo Levi constate qu'aujourd'hui *«au lieu de laisser les atomes entiers, ainsi qu'il est dans la nature des choses, on les scinde ou condense d'une certaine façon, on peut faire exploser le monde»*... Car *«c'est toujours la guerre qui fait naître les inventions les plus malignes»*.

Militant de la science et vantant la recherche scientifique comme ce qui, pour lui, est la caractéristique même de l'espèce humaine, capable de créer, de découvrir et de progresser, Primo Levi appelle les savants à prendre leurs responsabilités : *«Ne vous cachez pas derrière l'hypocrisie de la neutralité scientifique»*, dit-il.

Primo Levi n'est pas un socialiste. C'est un humaniste et un passionné des sciences. Pour lui, le problème de maîtriser le progrès se réduit à un problème de conscience humaine et c'est donc d'abord aux chercheurs, aux savants de maîtriser leurs découvertes. Si les limites d'un tel point de vue sont évidentes, son livre en tout cas ne peut laisser indifférent.

Cécile BERNIER

«LA TRÊVE»

Rappelons que *La Treve* qui constitue la suite de *Si c'est un homme,* est publiée dans une autre collection de poche : les Cahiers Rouges (Editions grasset).

C'est la relation d'une année entière de tribulations à travers l'Union soviétique et l'Europe centrale, que vécut Primo Levi avec d'autres juifs libérés des camps avant de réussir pour sa part à regagner l'Italie. Outre qu'on y découvre des aspects assez peu connus de la période qui suivit immédiatement la fin de la guerre, la curiosité de Primo Levi pour ses multiples compagnons de captivité ou de hasard, l'intérêt qu'il porte à la vie et à la personnalité de chacun, en font un témoignage dense et chaleureux.

Deux rééditions en Poche

«SI C'EST UN HOMME»

Ce livre de l'écrivain italien, paru pour la première fois en 1947, est un témoignage sur l'un des camps d'Auschwitz où il fut interné de février 1944 à janvier 1945, date à laquelle lui et ses compagnons furent libérés par l'armée russe. Rédigé au lendemain de la guerre, à chaud, il surprend presque par le ton volontairement posé, distant même, avec lequel Primo Levi témoigne.

En fait, pour Primo Levi, l'important est de comprendre que tout le système est déjà en germe dans cette *«idée consciente ou inconsciente que l'étranger, c'est l'ennemi (...) Le plus souvent cette conviction sommeille dans les esprits comme une infection latente»*, mais lorsqu'elle devient système, *«au bout de la chaîne logique, il y a le Lager (...) Puisse l'histoire des camps d'extermination retentir pour tous comme un sinistre signal d'alarme»*... Car c'est aussi un avertissement : *«Le fascisme qu'on croyait mort en 1946 n'était que caché, enkysté...»*.

Primo Levi montre donc la machine du camp, cette machine qui permet de briser les hommes par la destruction calculée de tous les réflexes sociaux. Le ton, volontairement sobre, n'exclut cependant pas l'émotion contenue, notamment lorsqu'il raconte l'exécution d'un condamné, pendu devant le camp rassemblé pour avoir fait exploser un des fours crématoires de Birkenau : *«Tous nous avons entendu le cri de guerre de celui qui allait mourir, il pénétra la vieille gangue d'inertie et de soumission et atteignit au vif l'homme en chacun de nous. "Camarades, je suis le dernier !" Je voudrais pouvoir dire que de notre masse abjecte une voix se leva, un murmure, un signe d'assentiment. Mais il ne s'est rien passé. Et nous sommes restés debout, courbés et gris, tête baissée (...) Cet homme devait être dur, il devait être d'une autre trempe que nous si cette condition qui nous a brisés n'a pas seulement pu le faire plier...»*.

Pour Primo Levi, le constat le plus accablant est ce sentiment de honte qui les envahit, lui et son ami : *«Nous aussi nous sommes brisés, vaincus : même si nous avons su nous adapter, même si nous avons finalement appris à trouver notre nourriture et à endurer la fatigue et le froid, même si nous en revenons un jour»*. Pour Primo Levi, épris de rationalisme et de dignité humaine, ce livre se veut ainsi l'aveu de *«ce qu'il ne pouvait dire à personne»*...

C. B.

Si c'est un homme, de Primo Levi, Presses Pocket.

«LE SYSTÈME PÉRIODIQUE»

Ce récit autobiographique, composé de vingt chapitres placés chacun sous le signe d'un élément : hydrogène, plomb, mercure, or, platine, carbone..., est l'histoire d'un chimiste, de sa passion pour sa science qui explique et permet les métamorphoses des corps, de ses expériences plus ou moins réussies, de ses études et de ses recherches dans l'Italie de Mussolini et jusqu'à l'après-guerre.

C'est aussi l'histoire d'une génération de jeunes intellectuels, étudiants en 1938, qu'il décrit en quelques traits : *«Assez intelligents et honnêtes pour refuser le fascisme, trop sceptiques pour s'y opposer activement, trop jeunes pour accepter passivement la tragédie qui se dessinait et pour désespérer du lendemain»*. A lui, qui était juif, les *«prévoyantes lois raciales»* ne laissaient pas le choix...

Mais Primo Levi se passionne surtout pour la chimie. Il raconte, non sans humour, ses premiers travaux dans une mine et ses premiers déboires ainsi que, de retour de camp, sa difficile réinsertion dans une usine de peinture, dans l'Italie d'après-guerre.

Mais c'est quand il s'évade de la réalité immédiate pour nous raconter l'histoire de la chimie et des chimistes que Primo Levi devient passionnant, avec l'histoire de ces hommes qui, à une époque primitive, connaissaient l'art de tirer le plomb de la roche et se transmettaient ce savoir de père en fils, pour le transmettre à d'autres.

Et c'est sur la saga d'un atome de carbone, saga qu'il rêvait d'écrire depuis longtemps, nous dit-il, pour *«faire comprendre aux peuples la poésie magnifique connue des seuls chimistes de la photosynthèse chlorophylienne»* que Primo Levi conclut cette série de récits, plaisant mariage de chimie et de littérature...

C. B.

Le système périodique de Primo Levi, Editions Albin Michel, Collection Bibliothèque.

Thomson - Tubes électroniques - Vélizy (78)

LES TRAVAILLEURS DISENT NON AUX LICENCIEMENTS

Depuis le mercredi 22 mars où la grève contre les licenciements a éclaté à l'usine Thomson de Vélizy, le travail n'a toujours pas repris. Bien sûr, les 1 200 salariés de cette usine de production ne sont pas tous en grève, ingénieurs et techniciens restent, sauf quelques exceptions, à l'écart du mouvement ; mais environ 300 personnes, plus de la moitié des ouvriers, participent aux assemblées générales régulières et vont dans les ateliers discuter avec leurs camarades qui, s'ils ne travaillent pas et sont solidaires des grévistes, ne se sont malgré tout pas décidés à se mettre clairement dans le mouvement.

A partir du lundi 3 avril, la direction et les cadres, qui jusqu'à présent avaient choisi le mépris et l'absence, ont fait leur réapparition. On a vu le directeur en personne circuler dans les ateliers pour remonter le moral de ses troupes – qui en avaient bien besoin ! –, n'ayant pas honte d'affirmer que les super-bénéfices du trust servent à financer de «bons» plans sociaux, alors qu'avec les 50 000 F promis aux licenciés, c'est le plan le plus bas que la Thomson ait jamais proposé !

Ce même lundi, la direction a fait venir les cars à 11 h 30 et lock-outé l'usine l'après-midi. Comme, dans cette zone industrielle très mal desservie par les transports en commun, la grande majorité des travailleurs est tributaire des cars d'entreprise, il n'est resté qu'une bonne centaine de grévistes. Cependant, l'opération «psychologique» de la direction, qui voulait démontrer que les grévistes étaient ultra-minoritaires, a fait chou blanc. Le lendemain, l'assemblée générale regroupait autant de monde que les jours précédents.

Mardi 4 avril, les pressions étaient plus fortes. Des huissiers traînaient dans tous les coins de l'usine, et les chefs se regroupaient pour défendre l'accès de certaines salles contre les grévistes ; c'est ainsi que dans l'atelier «KGP», on a pu compter 12 chefs... pour 7 travailleurs présents ! Pour la première fois aussi, les chefs demandaient aux travailleurs de se déclarer grévistes ou non-grévistes.

La direction a fait savoir qu'elle était d'accord pour recevoir la délégation des grévistes. La semaine passée, elle avait proposé «d'échanger» 17 licenciés non volontaires contre le même nombre de volontaires au départ. L'assemblée générale avait refusé cette proposition qui excluait au moins dix travailleurs souhaitant rester et ne parlait ni d'une indemnité de 150 000 F pour les licenciés, ni du paiement des jours non travaillés.

On en était là jeudi 6 avril, jour où la délégation devait être reçue. La direction comptait évidemment obtenir la fin du mouvement en échange d'un minimum de concessions. Mais ce n'est pas gagné pour elle. En deux semaines de grève, l'ambiance a changé à Vélizy. C'est la première fois, depuis que le trust licencie, que des travailleurs de Thomson se sont décidés à se mettre en grève et ont commencé à inquiéter la direction, et même les patrons de la zone industrielle de Vélizy, qui ont exprimé leur crainte de voir cette grève faire «tache d'huile» dans leurs entreprises !

Correspondant LO

Delachaux (Gennevilliers)

LA GRÈVE POUR LES 1000 F TIENT BON

Chez Delachaux, une entreprise d'Aciers Spéciaux, Roues, de Gennevilliers, qui compte au total plus de 400 salariés, la presque totalité des 250 ouvriers sont en grève. Les premiers qui ont démarré, le vendredi 17 mars, arrivent en fin de leur troisième semaine de grève. Le mouvement est déterminé, vivant. La plupart des grévistes participent de façon active aux assemblées générales, manifestations, rassemblements, démarches en direction de la mairie PCF de Gennevilliers (qui a fourni de l'aide aux grévistes) ou de travailleurs d'autres entreprises, sous la direction d'un comité de grève, soutenu par les syndicats.

Ce qui a fait déborder le vase, chez Delachaux, c'est la conjonction de salaires bas et stagnants avec les conditions de travail vraiment dures. La majorité des ouvriers, après des années d'ancienneté, gagnent des salaires de 4 400 ou 4 600 F par mois. Il y a des pièces, des roues extrêmement lourdes à porter. A la Fonderie entre autres, on travaille dans la poussière toute la journée. L'usine de ce monsieur Delachaux, qui est un petit coq du CNPF local, est une vraie porcherie.

La grande majorité des ouvriers de Delachaux sont d'origine maghrébine ou africaine. Il y a des ouvrières aussi. Et depuis quelque temps, des plus jeunes : Beurs ou Français de souche. Ce sont les jeunes qui ont démarré la grève. Mais depuis que la grève s'est installée, tout le monde y est à part égale, et les plus anciens sont reconnaissants aux plus jeunes d'avoir osé commencer.

Delachaux fait d'énormes bénéfices depuis ces dernières années. Les revues propatronales les étalent. Même en augmentant les salaires de 1 000 F, cela ne lui coûterait encore que le tiers de son bénéfice pour l'année 1988 ! Les ouvriers le savent et le disent.

Les grévistes ont jusqu'à présent réservé au patron un certain nombre de surprises dont il n'arrive pas à se remettre. D'abord en démarrant la grève, en la faisant se propager d'atelier en atelier. Ce Delachaux, membre d'une petite dynastie patronale (la famille détient la majorité des actions), style chiraquien bon genre, avait probablement l'assurance que «ses» ouvriers (dont il pense qu'ils sont tous des «bamboulas»...) ne pouvaient pas lui tenir tête. Erreur !

Cette semaine, après avoir tenté de se servir de quelques délégués syndicaux pour aller convaincre les grévistes qu'il fallait reprendre, Delachaux est descendu lui-même dans l'arène. Il s'est adressé «soi-même» à l'assemblée des grévistes, pour tenter de faire alternativement du charme et du chantage, dénoncer aussi on ne sait trop quels *«agitateurs professionnels»*. Echec sur toute la ligne ! Ses propositions d'avancer à aujourd'hui les quelque 1,1 % d'augmentation prévus pour septembre ont d'abord suscité le silence et la stupéfaction (c'est contre ces minables 1,1 % que la grève avait démarré !). Mais la tentative patronale, ensuite, d'expliquer que les salaires n'étaient pas de 4 400 F (en net) mais de 6 000 F (en brut !) ont encouragé les «mouvements divers dans la salle» ! Des ouvriers ont commencé à sortir leur feuille de paye, que le patron n'a pas su lire ! Et il a battu en retraite, minable, pendant qu'un responsable du comité de grève faisait voter la reconduction de la grève à l'unanimité de la bonne centaine de présents (moins une voix). La rumeur veut que ce Delachaux soit un «patron de combat», mais pour le moment, ce sont les ouvriers grévistes qui ont la force et la détermination pour eux.

(LO)

Les grévistes n'ont pas encore emporté le morceau, mais ils continuent à marquer des points. Ce que le patron craignait le plus lui tombe sur le dos : la publicité faite par les grévistes en direction de la presse (certains journaux et FR3 ont parlé de la grève), en direction des travailleurs d'autres usines toutes proches, en particulier des grévistes de la COGIFER (ouvriers d'entretien des chantiers de la RATP), des ouvriers de la General Motors, la porte à côté. On commence à savoir dans le quartier que *«Delachaux est en grève pour les 1000 F»*. Et quelques cadres, ETAM, viennent de rejoindre le mouvement, tandis que dans les bureaux qui ne se sont pas encore décidés, mais hésitent, le mouvement est vu d'un œil de plus en plus sympathique.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995